Salu Terre

Trimestriel des Amis de la Terre - Belgique : été 2011 - N° 112 - 3 euros

Energie

La Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre !

Alimentation solidaire

La bio est-elle socialement fréquentable ?

Nord/Sud

La Simplicité Volontaire représente-elle un engagement pour le Sud ?

Le SaluTerre va changer suite à la décision prise à la dernière A.G. : infos p. 19

Sommaire

Editorial	Nucléaire : enfin la fin	3
Energie	La Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre	4-5
	Nucléaire : l'avis du président… des Amis de la Terre !	6
FoE Vlanderen	Le retour des forêts certifiées durables… seulement sur papier !	7
Alimentation	La bio est-elle socialement fréquentable ?	8-10
	Une pomme de terre et une amie de la Terre…	11-12
SimpliciTerre	Tranche de vie à l'écovillage de Torri Superiore	13-14
	Fabriquer soi-même ses produits d'entretien	15-16
Nord/Sud	La Simplicité Volontaire, un engagement pour le sud ?	17-19
Transition	Au nom de la Terre : la Transition et le travail qui relie	20-21
Au jour le jour	Nouvelles des régionales et des locales	22-23
	La prospérité sans croissance selon Tim Jackson	24
	Agenda des activités	25
	Enquête sur la décroissance et la SV (résultats)	26
	Historique des AT et enquête sur l'eau (annonce)	27

SaluTerre 112

Depuis le numéro 103, le SaluTerre a pris un nouveau format et cette présentation nettement plus étoffée afin d'atteindre essentiellement 4 objectifs :

1. Faire circuler au sein de nos militants – les membres qui organisent les activités et/ou y participent activement – les informations utiles relatives à nos thématiques et à nos campagnes ;

2. Informer nos membres sympathisants sur les réflexions et les actions menées par l'association ;

3. Donner au lecteur non membre qui découvre notre association à travers le SaluTerre une image assez précise de ce que sont les Amis de la Terre - Belgique et la manière dont ils s'inscrivent au sein de la fédération internationale de FOEI (Friends Of the Earth International)

4. Annoncer de manière succincte les prochaines activités du trimestre qui sont décrites de manière plus complète sur notre site www.amisdelaterre.be

Sauf mention contraire, tous les articles peuvent être reproduits en indiquant leur source.

Coordonnées des Amis de la Terre-Belgique

Les Amis de la Terre-Belgique a.s.b.l. • Rue Nanon 98 • BE-5000 Namur
Tél. 081 39 06 39 • Fax 081 39 06 38 • contact@amisdelaterre.be • www.amisdelaterre.be

Responsables et personnes de contact :

BRABANT W. :	DANEAU Jacques	010 61 14 29	jacquesdaneau@scarlet.be
BRUXELLES :	DE NEYER Paul	02 770 93 57	pauldeneyer@gmail.com
HAINAUT :	CARPIAUX Alain	065 33 74 98	alain.carpiaux@gmail.com
	COTMAN Florent	0484 68 15 12	florent.cotman@base.be
LIÈGE :	BRICK Didier	04 375 09 88	liege@amisdelaterre.be
	ANDREETTA Pasquale	04 377 23 49	andreetta@skynet.be
LUXEMBOURG :	DE MEERSMAN Paul	063 22 82 80	pdm.vnh@gmail.com
NAMUR :	GUILLAUME Marcel	081 21 49 69	namur@amisdelaterre.be
	LIARD Luc	0476 81 41 32	liardluc@gmail.com

Cotisation - abonnement au SaluTerre :

La cotisation annuelle comprend l'abonnement au SaluTerre (infos en page 27) :
25 Euros à verser au compte TRIODOS • IBAN BE65.5230.8002.7196 • BIC TRIOBEBB

Comité de rédaction :

CALAY Maxime, GANDIN Ezio, PAENHUYZEN Veronika
Éditeur responsable : GANDIN Ezio

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Ezio Gandin, Daniel Comblin, Maxime Calay, Paul De Neyer, l'équipe de S!lence, Hélène Poncelet, Cathy Lemaire, Geneviève Adam, Robin Guns, Corinne Momen, Helena ter Ellen, Cathy Kuppens, Christian Saule, Alain Carpiaux, Pierre Léger, Marcel Guillaume, Jean-Philippe Body

Mise en page : Maxime Calay • **Impression** : Idécopy, sur papier recyclé
Photos de couverture : Manifestation anti-nucléaire à Namur, le 9 avril 2011

Ce SaluTerre est le vôtre !

Cette revue est écrite par nos permanents et par des militants ; elle est ouverte à tous et sa réussite dépend de chacun. Envoyez nous vos impressions, vos suggestions pour améliorer les prochains numéros du SaluTerre et vos articles, photos comptes-rendus pour l'enrichir !

Les Amis de la Terre et « Friends of the Earth International »

Créé en 1969, les Amis de la Terre constituent aujourd'hui la plus grande fédération écologiste mondiale. Avec plus de 70 représentations nationales, Friends of the Earth International parlent au nom de plus de 5000 groupes locaux et de plus de 2 millions de membres.

Les Amis de la Terre-Belgique existent depuis 1976 et sont actifs en Wallonie et à Bruxelles avec une reconnaissance de la communauté française en tant qu'association d'éducation permanente. Depuis 2006, Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel représente la partie néerlandophone du pays.

Avec le soutien de la Communauté française, la Région wallonne et la Loterie Nationale

Edito

Nucléaire, enfin la fin

Si les grandes catastrophes humaines et écologiques ne sont certainement pas à souhaiter, lorsqu'elles ont lieu, elles devraient pour le moins tous nous questionner et nous inciter à prendre des décisions collectives radicales, « impossibles » à justifier en d'autres temps.

Fukushima, juste 25 ans après Tchernobyl, en est l'exemple type. Si pendant quelques semaines, nous avons pu craindre de voir, comme il y a 25 ans, les états faire disparaître les informations alarmantes sur cette catastrophe et minimiser les conséquences prévisibles de cette fusion du cœur de 3 centrales nucléaires, la rupture est enfin venue de l'ensemble de la classe politique allemande qui a osé regarder le problème en face et prendre la seule décision responsable : sortir irrévocablement et rapidement du nucléaire.

Le premier train de mesures annoncé avec cette décision est en accord avec les propositions faites, depuis des années, par toutes les associations écologistes comme les Amis de la Terre : mettre en place, de manière urgente, un plan important d'économie d'énergie à tous les niveaux de la société et un soutien massif aux énergies renouvelables décentralisées. Si le gouvernement allemand est cohérent avec sa décision, il devrait maintenant faire pression pour que toutes les centrales nucléaires des pays limitrophes soient également fermées car les nuages radioactifs ne s'arrêtent pas aux frontières !

La Belgique sera ainsi en première ligne avec ses 7 unités nucléaires. Il est important qu'un maximum de pression soit faite sur nos dirigeants politiques pour qu'ils confirment rapidement, **au minimum et définitivement**, la loi de 2003 sur la fermeture des centrales nucléaires après 40 ans de fonctionnement. Les Amis de la Terre contribuent aujourd'hui à cette pression :

- en poursuivant le recours en justice contre le protocole passé en 2009 entre l'état belge et le groupe industriel GDF SUEZ qui visait la prolongation pour encore 10 ans de la durée de fonctionnement de nos 3 plus anciennes centrales nucléaires[1] en opposition avec la loi en vigueur ;
- par la publication avec 3 autres associations d'un document technique de Daniel Comblin au titre on ne peut plus explicite : « L'avenir énergétique : la Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre »[2].

A nous tous maintenant de profiter de cette opportunité historique pour interpeller nos femmes et hommes politiques pendant les prochaines semaines, les prochains mois, afin de leur dire que la Belgique doit suivre l'Allemagne et que cette décision doit être actée dans la prochaine déclaration gouvernementale car elle finira bien par venir un jour !

Nous souhaitons que notre génération, qui a vu naître les centrales nucléaires dans les années soixante et septante, en voie également la fin, au moins en Europe, avant de laisser aux générations suivantes les contaminations et déchets radioactifs accumulés en 50 ans ; qu'ils nous pardonnent notre passivité face à cette erreur et à bien d'autres.

Ezio Gandin
Président des Amis de la Terre – Belgique

(1) Après plus d'un an de procédures, l'audience publique de cette requête a eu lieu ce jeudi 9 juin 2011 au tribunal de Bruxelles.

(2) Voir l'article en pages 4 à 6 de ce SaluTerre 112

L'avenir énergétique : la Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre

Dans le cadre de la requête contre l'état belge visant à faire déclarer illégal le protocole d'accord du 22 octobre 2009 liant le gouvernement belge et le groupe GDF-Suez pour la prolongation des anciennes centrales nucléaires, les Amis de la Terre, avec les associations partenaires et sous la direction de Daniel Comblin, ont édité cette étude en avril 2011, présentant ainsi des pistes concrètes pour la sortie du nucléaire, révélant également certaines incohérences dans les données « officielles »… en voici la synthèse.

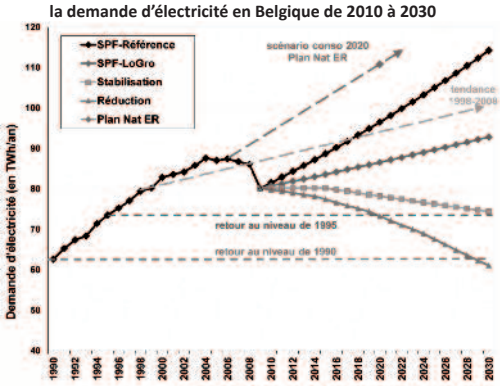
La sortie du nucléaire ne peut se dissocier de la question plus générale qui est : « Comment maîtriser la consommation d'électricité et quels moyens de production pour répondre à la demande, tout en permettant la sortie progressive du nucléaire conformément à la loi, et en veillant parallèlement à réduire les émissions de gaz à effet de serre ? »

Ainsi, cette étude toute récente analyse deux fois trois scénarios, chaque scénario de consommation étant combiné avec chacun des deux scénarios de production.

Pour la maîtrise et la réduction de la consommation d'électricité :

- **un scénario « Tendanciel »**, c'est-à-dire dont l'évolution de la consommation d'électricité suit la tendance de l'évolution durant la période 1998-2008 (donc sans prendre en compte la réduction importante de la consommation observée durant l'année 2009) ; on observe alors une augmentation globale de 16 % de la consommation d'électricité en 2030 par rapport à 2009 ;

Scénarios d'évolution de
la demande d'électricité en Belgique de 2010 à 2030



- **un scénario « Stabilisation »**, prenant en compte une stabilisation de la consommation jusque 2015 et ensuite une légère diminution de 0,5 % par an ; on observe alors une réduction globale de 7 % de la consommation d'électricité en 2030 par rapport à 2009 ; ce scénario suit sensiblement la tendance de l'évolution durant la période 2000-2009 ;

- **un scénario « Réduction »** visant globalement une réduction de la consommation d'électricité de 24 % en 2030 par rapport à l'année 2009.

Pour l'augmentation progressive des unités de production utilisant les énergies renouvelables ou fonctionnant en cogénération chaleur-électricité :

- **un scénario appelé « Extrapolation des Objectifs Nationaux »**, prévoyant une production des énergies renouvelables sur base de l'objectif belge défini pour 2020 et extrapolé pour la période 2020-2030, combinée à une augmentation progressive de la cogénération représentant en 2030 environ 70 % du potentiel technico-économique :

❍ *couverture des besoins à partir des énergies renouvelables en 2030 : de 41,1 % à 62,5 % suivant le scénario de consommation pris en compte,*

❍ *couverture des besoins à partir d'unités en cogénération en 2030 : de 14,5 % à 22 % suivant le scénario de consommation pris en compte ;*

- **un scénario appelé « Pro-actif »** plus ambitieux et plus volontariste ; il est basé sur une évaluation réaliste du potentiel technico-économique de chaque filière ainsi que sur les objectifs revendiqués par les acteurs des filières renouvelables pour 2020 avec extrapolation (mais atténuée) entre 2020 et 2030 :

❍ *couverture des besoins à partir des énergies renouvelables en 2030 : de 51,8 % à 78,7 % suivant le scénario de consommation pris en compte,*

❍ *couverture des besoins à partir d'unités en cogénération en 2030 : de 19,4 % à 29,5 % suivant le scénario de consommation pris en compte.*

La fin de la période analysée est 2030 (2026 étant l'année qui suit celle prévue pour la fermeture de la dernière unité nucléaire).

On constate ainsi que la substitution de l'ensemble de la production nucléaire, fin 2025, tout en respectant les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (-20 % en 2020) sera :

- **très difficile pour le scénario « Tendanciel » combiné avec le scénario « Extrapolation Objectifs Nationaux »**, moyennant d'importants nouveaux investissements en TGV, ceci impliquant notamment une augmentation des émissions de CO_2 (+6 % en 2030 par rapport à 1990) ;

- **difficile pour le scénario « Tendanciel » combiné avec le scénario « Pro-actif-Extrapolation Edora » ainsi que le scénario « Stabilisation » combiné avec le scénario « Extrapolation Objectifs**

Scénario de consommation	Evolution des besoins en 2030 par rapport à 2009	Couverture des besoins en 2030			
		Extrapolation Objectifs Nationaux		Pro-actif – Extrapolation Objectifs Edora	
		Energies renouvelables	Cogénération	Energies renouvelables	Cogénération
Tendanciel	+16 %	41,1 %	14,5 %	51,8 %	19,4 %
Stabilisation	-7 %	51,3 %	18,1 %	64,6 %	24,2 %
Réduction	-24 %	62,5 %	22 %	78,7 %*	29,5 %*

Scénario de consommation	**Extrapol. Object. Nationaux**	**Pro-actif – Extrapol. Object. Edora**
	Product suppl. entre 2025 et 2009 SER + Cogen = +30.049 GWh	Product suppl. entre 2025 et 2009 SER + Cogen = +41.757 GWh
Tendanciel	Substitution très difficile	Substitution difficile
Besoins suppl. à couvrir en 2025 : 55.565 GWh (46.100 GWh + 9.465 GWh)	• maintien de 70 % du parc charbon • maintien de 100 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 2.300 MW • production fossile en 2026 : 40,5 % • importation durant 11 ans • émission CO_2 / 1990 : -25 % en 2020 ; +6 % en 2030	• maintien de 70 % du parc charbon • maintien de 100 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 1.760 MW • production fossile en 2026 : 30 % • importation durant 7 ans • émission CO_2 / 1990 : -39 % en 2020 ; -5,6 % en 2030
Stabilisation	Substitution difficile	**Substitution possible**
Besoins suppl. à couvrir en 2025 : 42.176 GWh (46.100 GWh - 3.924 GWh)	• maintien de 50 % du parc charbon • maintien de 100 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 1.250 MW • production fossile en 2026 : 29,6 % • importation durant 13 ans • émission CO_2 / 1990 : -46 % en 2020 ; -26 % en 2030	**• sortie du parc charbon dès 2019** **• maintien de 60 % du parc gaz** **• nouvelles unités TGV pour 750 MW** **• production fossile en 2026 : 17,7 %** **• solde exportateur sur 1 an** **• émission CO_2 / 1990 :** **-68% en 2020 ; -55 % en 2030**
Réduction	Substitution moins difficile	**Substitution possible**
Besoins suppl. à couvrir en 2025 : 33.486 GWh (46.100 GWh - 12.614 GWh)	• maintien de 25 % du parc charbon • maintien de 70 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 300 MW • production fossile en 2026 : 20,9 % • importation durant 6 ans • émission CO_2 / 1990 : -64 % en 2020 ; -40 % en 2030	**• sortie du parc charbon dès 2018** **• sortie du parc gaz dès 2029** **• nouvelles unités TGV pour 700 MW** **• production fossile en 2026 : 10,2 %** **• solde exportateur sur 6 ans** **• émission CO_2 / 1990 :** **-68 % en 2020 ; -72 % en 2030**

** Dans ce scénario, la somme des productions renouvelables et de cogénération dépasse 100% ; ceci signifie qu'il y aura une exportation d'électricité.*

Nationaux », moyennant des investissements environ moitié moins importants que dans le premier scénario, tout en respectant largement l'objectif 2020 en terme de réduction de CO_2 , mais en voyant les émissions augmenter entre 2020 et 2030 ;

- **moins difficile pour le scénario « Réduction » combiné avec le scénario « Extrapolation Objectifs Nationaux »**, moyennant très peu de nouveaux investissements TGV tout en respectant largement les objectifs de réduction de CO_2 tant en 2020 qu'en 2030 ;

- **possible pour le scénario « Stabilisation » combiné avec le scénario « Pro-actif-Extrapolation Edora »**, moyennant très peu de nouveaux investissements TGV tout en respectant largement les objectifs de réduction de CO_2 tant en 2020 qu'en 2030 et en permettant également la sortie de la filière charbon ;

- **totalement possible pour le scénario « Réduction » combiné avec le scénario « Pro-actif-Extrapolation Edora »**, moyennant très peu de nouveaux investissements TGV tout en respectant largement les objectifs de réduction de CO_2 tant en 2020 qu'en 2030 et en permettant également la sortie de la filière charbon, ainsi que de la filière gaz (hors cogénération) en fin de période.

Daniel Comblin

Cette étude est disponible gratuitement en PDF sur notre site internet dans la rubrique « énergie et climat » ou en version papier (160 x 240 mm, 68 pages en couleur) au secrétariat des Amis de la Terre au prix de 5 € + 3 € de frais d'envoi.

Nucléaire : l'avis du président... des Amis de la Terre !

Depuis 3 mois, la catastrophe de Fukushima a fait remonter au-devant de l'actualité la question de la sécurité de cette technologie et de la poursuite de cette filière dans toutes les régions du monde.

Au Japon comme à Tchernobyl il y a 25 ans, les informations « officielles » sur la situation réelle sont toujours aussi irrespectueuses de la population. Alors qu'en 1986, c'était le « black-out » (on ne donne aucune information ou le strict minimum) qui avait été choisi par les autorités de l'ex-URSS mais aussi par celles de la plupart des pays nucléarisés — souvenons-nous des ces nuages radioactifs qui s'arrêtaient à la frontière française — au Japon, c'est une stratégie de surinformation avec des données souvent partielles, contradictoires, voire fausses — il faut d'abord rassurer et ensuite faire oublier cette réalité — que l'on révise, par la suite, derrière une montagne d'excuses lorsque la vérité ne peut plus être cachée. Heureusement, il nous est possible assez facilement via internet d'avoir accès à des observations et à des analyses « indépendantes » de la situation.

Parmi toutes ces informations récentes, j'aimerais mettre trois points en avant.

Irradiation et contamination : à ne pas confondre. Les informations plus qu'alarmantes annoncées par le gouvernement ukrainien — voir l'encart ci-après — qui sont passées presque inaperçues chez nous, nous rappellent de manière abrupte que les conséquences de ces désastres nucléaires se marquent de plus en plus dans la durée. L'exposition au rayonnement, qui peut être localement très forte juste après les accidents, n'est qu'une face du problème de santé publique. L'autre face bien plus complexe est celle de la contamination des sols par des particules radioactives qui pénètrent par la suite à l'intérieur des corps humains et de tous les êtres vivants et s'y accumulent jour après jour, année après année suite à la respiration d'air et à l'ingestion de nourriture contaminés. Le niveau d'irradiation (externe) est faible, mais cette accumulation interne lente de particules radioactives affaiblit progressivement tous ceux qui y sont exposés, comme l'indique la réduction dramatique de l'espérance de vie de la population et le niveau de santé des enfants en Ukraine, mais aussi des autres pays proches de Tchernobyl.

Trop grand pour évacuer. Tout comme la grande ville de Kiev, qui a « miraculeusement » échappé aux nuages radioactifs rejetés de Tchernobyl en 1986 si l'on en croit les cartes officielles (alors que tout est contaminé aux alentours), très peu d'informations ont été communiquées sur la situation réelle à Tokyo pendant les premiers jours après l'accident de Fukushima. Tokyo, avec plus de 13 millions d'habitants, le centre de toutes les activités administratives, économiques… du pays, est strictement impossible à évacuer !

Se réapproprier le pouvoir de décision. Il est clair que dans la plupart des pays nucléarisés, la population n'a aucun pouvoir sur les décisions importantes qui concernent l'avenir de cette filière de production d'électricité. Une réaction citoyenne intéressante est actuellement en cours chez nos voisins français qui ont le triste privilège de vivre dans l'état le plus nucléarisé de la planète. Associations, syndicats et partis politiques se regroupent pour adresser un appel solennel au gouvernement français sur base de la menace permanente que l'industrie nucléaire fait peser sur les peuples, au Japon comme en France.

Et chez nous, quoi de neuf ?

La situation n'est guère meilleure en Belgique comme le confirment les plaidoiries récentes de l'Etat belge et de GDF Suez suite à l'action en justice que nous avons déposée en début 2010 avec 3 autres associations. Notre objectif est de rendre nul un protocole d'accord signé par l'Etat belge avec GDF Suez en fin 2009 qui vise la prolongation du fonctionnement pour encore 10 ans de nos trois plus vieilles centrales nucléaires en complète opposition avec la loi de sortie du nucléaire de 2003 qui est en activité dans notre pays. Face à cet abus de pouvoir évident, nos opposants ont plaidé que notre demande est irrecevable car nous n'avons pas d'intérêt propre dans cet accord au sens de la loi[1] ! Faut-il attendre que nous soyons tous les victimes d'un accident nucléaire en Belgique pour avoir le droit d'intervenir dans ces grands choix de société ?

Ezio Gandin

(1) Nous avons immédiatement publié un communiqué de presse suite à ce plaidoyer.

Le gouvernement ukrainien a annoncé en avril dernier que **seuls 5 % des enfants du pays ont une santé correcte**. L'espérance de vie des habitants qui était de 79 ans juste avant l'explosion de Tchernobyl ne sera plus que de 55 ans en 2020 ! *(revue S!lence, juin 2011 p. 22)*

Le retour des forêts certifiées durables... seulement sur papier !

Dans le court article qui suit, Leopold Broers résume les suites de l'affaire Veracel. En cette année 2011, année internationale des forêts, il nous invite à rester vigilants.

Dans le SaluTerre 111, vous avez pu découvrir l'enquête de An-Katrien Lecluyse et Leopold Broers mettant en évidence la fraude sur le papier certifié FSC (Forest Stewardship Council) de la société papetière brésilienne Veracel. Cette fraude se chiffre en centaines de milliers de tonnes. Nous, Belges, grands consommateurs de papier d'origine brésilienne, sommes donc directement concernés. L'enquête médiatisée par un long article et un reportage video a suscité une campagne de conférences sur le sujet coorganisée par Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel dans différentes villes du nord du pays et à Bruxelles en janvier et février 2011 [1].

L'article intitulé « Duurzaam op papier » paru dans le numéro de septembre 2010 du magazine MO, a fait couler beaucoup d'encre. Il avait pris la certification controversée FSC de Veracel dans le collimateur. Ce géant brésilien du papier provoquait depuis des années un raz-de-marée de protestations locales. De même, un documentaire video éponyme dans lequel des paysans sans terre, des ONG locales et des amérindiens témoignent des nombreux crimes environnementaux et des conflits causés par Veracel a provoqué beaucoup d'indignation lors de sa diffusion publique. Même le directeur belge du FSC a dû admettre que cette entreprise n'est pas digne du label FSC. « Veracel est clairement un exemple d'un mauvais détenteur de certificat. »

La publication a suscité une plainte formelle contre Veracel. Entre-temps, sept mois plus tard, Veracel vend toujours du papier portant abusivement le label FSC (plus de 700.000 tonnes depuis que la plainte a été déposée). Alison Kriscenski de FSC International est consciente que la crédibilité du label est en jeu. « Vous devez comprendre que le système FSC est complexe et que certaines procédures prennent du temps, mais nous faisons tout pour éclaircir cette affaire le plus rapidement possible. »

Fin 2010, le FSC a envoyé une équipe au Brésil. Curieusement, Veracel n'a pas été contrôlée mais bien SGS Qualifor, la société qui certifie Veracel. Le verdict de l'équipe de contrôle a été cinglant : « Le certificateur SGS ne peut garantir que Veracel satisfait aux exigences du FSC. » SGS a commis huit infractions majeures et cinq mineures à la norme FSC et a été suspendu pour une période maximale de six mois au Brésil.

« Cette suspension signifie que SGS ne peut délivrer de nouvelles licences », précise Eliane Anjos, chargée de la durabilité chez Veracel, « mais il reste responsable de la certification de Veracel. » Le FSC autorise donc qu'un certificateur peu fiable continue à gérer un certificat tout aussi peu fiable. « Toute la procédure de plaintes est une grosse farce », constate Winnie Overbeek, coordinateur du World Rainforest Movement. « Peu de temps après la certification de Veracel en 2008, le FSC était déjà arrivé à la conclusion qu'elle ne méritait pas le label, mais aucune leçon n'a été tirée. Que le SGS soit suspendu est normal. Nous voulons savoir : quand le FSC va-t'il retirer son label à Veracel ? »

Personne du FSC n'a une réponse à cette question. Ni la plainte formelle, ni l'indignation générale, ni le rapport négatif du FSC n'ont eu de conséquences pour Veracel. Alison Kriscenski comprend que cela engendre des frustrations, mais demande de la patience. « Les règles et procédures ont été préparées par les membres de la division sociale, écologique et économique. Tous les secteurs sont représentés dans le système à trois chambres, c'est là que réside la force de la FSC. »

Ce n'est pas l'avis de Simon Counsell de FSC-Watch. « Le système à trois chambres est un mythe », dit-il. « Les membres du FSC ont perdu le contrôle sur leur propre label. Le véritable pouvoir réside dans les mains des certificateurs comme SGS et ceux-ci ont tout intérêt à vendre autant de certificats que possible ». Counsell ne croit pas que l'enquête contre Veracel ait une suite. « Je ne connais pas un seul label FSC qui ait été retiré suite à une plainte formelle. » FSC International ne confirme ni n'infirme cette affirmation.

Traduction et adaptation par Paul De Neyer de l'article « MO artikel schudt FSC dooreen » de Leopold Broers

(1) http://www.motherearth.org/pages/nl/node/348

La bio est-elle socialement fréquentable ?

© Revue S!lence, reproduction des textes et photos avec leur aimable autorisation

Selon la plupart des sondages et des médias qui tentent de cerner les nouvelles tendances de la consommation bio, les nouveaux acheteurs seraient avant tout motivés par la préservation de leur santé[1]. La protection de l'environnement viendrait en second. Quant à la justice sociale, à la solidarité, à la souveraineté alimentaire ou à la défense de la paysannerie et des communautés rurales... elles ne seraient pas prises en considération. La polémique suscitée ces derniers mois en France par l'huile de palme bio importée de Colombie est représentative de cette tendance.

Le groupe colombien Daabon a le monopole de la production et de la commercialisation de l'huile de palme bio au niveau international. L'association Avenue-Colombie[2] a largement diffusé en France des informations et des témoignages montrant que la puissante famille de propriétaires terriens qui est à la tête de ce groupe entretient des relations avec le régime d'Alvaro Uribe, dont l'armée a commis des milliers d'assassinats et pratiqué, avec l'aide de paramilitaires, des déplacements massifs de populations paysannes. En juillet 2009, le groupe Daabon a fait déloger par l'armée plus de 120 familles de petits paysans qui occupaient une hacienda abandonnée par son propriétaire lié aux narcotrafiquants, et qui étaient en négociation avec l'Etat pour en obtenir la propriété. Sans tenir compte de cette procédure, Daabon a racheté l'hacienda et a commencé à planter des palmiers à huile. Car le groupe Daabon et d'autres sociétés agro-industrielles colombiennes sont actuellement en concurrence pour acquérir au plus vite le plus de terres possible.

L'ex-président Uribe a donné le départ de la course en déclarant qu'en Colombie, plusieurs millions d'hectares devaient être convertis en plantation de palmiers à huile. L'objectif étant que la Colombie devienne le premier producteur mondial de « biodiesel »… avec une huile de palme qui n'a rien de bio[3]. Daabon a pris une longueur d'avance sur ses concurrents en construisant la plus grande usine de production de biodiesel d'Amérique latine. Le groupe possèderait directement ou indirectement, par le biais de ses filiales, plusieurs dizaines de milliers d'hectares de palmiers à huile. Les surfaces converties en monoculture nuisent gravement aux ressources naturelles, aux écosystèmes et à l'agriculture traditionnelle, et remettent en cause la souveraineté alimentaire du pays. Ainsi, la Colombie, longtemps autosuffisante, est devenue en quelques années importatrice de denrées alimentaires de base. La bio est-elle compatible avec un projet aussi destructeur ?

Malgré les informations fournies par Avenue-Colombie, Ecocert a maintenu sa certification pour l'exploitation de Daabon qui produit l'huile de palme bio, arguant d'un respect technique des règles de la bio et de l'absence de preuve de déforestation. Le réseau Biocoop a poursuivi la distribution de cette huile et les sociétés Soy, Body Shop, Alter Eco, Biobleud, Céréalpes… continuent à l'utiliser dans la fabrication de leurs produits. L'association Bio Consom'acteurs conclut ainsi le débat : « Pour mémoire, les acides gras saturés de l'huile de palme, à la différence de ceux des graisses animales, sont totalement biodisponibles et n'encrassent pas les artères »[4]. La santé n'aurait ainsi rien à voir avec la politique…

Solidarité et coopération ? Des valeurs oubliées !

En 1972, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (Ifoam) a adopté la charte éthique de l'agriculture biologique. Ce texte définit, entre autres, les objectifs écologiques, économiques, sociaux et humanistes de la bio. Il y est question d'une agriculture fondée sur la solidarité entre tous les membres de la filière bio en France et en Europe, et qui ne participe pas au pillage des pays pauvres. L'équité doit être recherchée entre tous les acteurs du marché, et la compétition doit céder le pas à la coopération. Il s'agit d'encourager des exploitations à échelle humaine. Même si ce texte demeure théoriquement en application, que reste-t-il aujourd'hui de ses principes ? La nouvelle réglementation européenne

ne consacre pas un seul paragraphe au social. Seuls les critères techniques sont pris en compte. « Boire un jus d'orange bio, c'est super ! Mais quand la dernière gorgée que l'on avale a le goût de la sueur des travailleurs marocains sans papier et exploités qui ont ramassé les oranges, là ça ne passe plus » constate Dominique Marion, président de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab). « Quand moi, président de la Fnab, je dis cela, ça fait frémir, y compris les amis. A un moment donné, il faut faire des choix responsables. La seule solution, c'est d'intégrer la charte éthique de l'Ifoam dans la nouvelle réglementation européenne. Cela nous permettrait de revenir aux objectifs de la bio, qui sont de nourrir le monde de manière équilibrée et harmonieuse avec des critères sociaux et environnementaux. »

Ecocert, le principal organisme certificateur français, ne semble pas partager cet avis. Pour William Vidal, son président, l'important est d'alimenter le marché. « Aujourd'hui, nous sommes à 2 % de consommateurs de produits bio. Et si demain on passe à 15 %, est-ce que les petits producteurs pourront alimenter le marché ? Pourquoi ne pas importer des volumes avec des prix bas, si c'est pour démocratiser la bio auprès de certaines catégories de la population ? Il est vrai que le social n'est pas pris en compte par la réglementation européenne mais nous, en tant que certificateurs, nous ne pouvons pas introduire de nous-mêmes des critères supplémentaires. Notre rôle est de ne pas avoir d'état d'âme car sinon, nous perdrions notre accréditation pour cause de discrimination. »

Emmanuel Antoine est le président de Minga, qui regroupe des associations, des entreprises et des particuliers qui œuvrent pour une économie équitable. Il réagit : « Avant, les cahiers des charges de l'agriculture biologique étaient faits par des paysans, ce qui leur permettait d'échanger et de faire évoluer les pratiques. Aujourd'hui, les certificateurs sont devenus des sociétés anonymes complètement éloignées des préoccupations des professionnels. Elles gèrent la mise en marché des produits et ne s'interrogent plus sur la pertinence écologique et sociale des cahiers des charges »[5].

L'association Nature & Progrès, créée dans les années 60, est à l'origine du développement de la bio en France et du premier cahier des charges reconnu par l'Etat. Très critique vis-à-vis des organismes privés de certification, elle privilégie les systèmes participatifs de garantie qui mettent en relation producteurs et consommateurs. Certains de ses membres, comme Jordi Van der Akker, ont choisi de quitter le label officiel bio et de n'appliquer que le cahier des charges de Nature & Progrès. « Notre système de contrôle fonctionne sur la transparence et l'échange de savoir-faire. La relation entre producteur et consommateur permet que ce dernier se rende compte des conditions de travail et de vie des paysans. » La charte de Nature & Progrès prône le développement d'une agriculture biologique paysanne qui respecte la vie, l'environnement et la justice sociale sur toute la planète. Cette pratique doit privilégier les circuits courts de distribution. Le tissu associatif, l'économie solidaire et l'engagement dans les combats sociaux et environnementaux doivent être privilégiés.

Nature & Progrès et Minga ont mené ensemble plusieurs campagnes, notamment autour des appels « Alimentons l'Europe » et « Alimentons nos régions », qui proposent de construire avec le Sud une réponse durable pour en finir avec la faim, en fondant la souveraineté alimentaire, du niveau local au niveau international, sur des politiques agraires favorisant la multiplication des lopins vivriers. La crise de l'agriculture ne pouvant être résolue que par l'installation massive de paysans formés à l'agroécologie sur des exploitations à taille humaine[6].

Comment faire de la bio socialement fréquentable ?

La plupart des organisations historiques de l'agriculture biologique sont conscientes du problème. Elles tentent d'y répondre à leur échelle et en fonction de leurs enjeux. L'association Demeter France gère la marque de l'agriculture biodynamique de Rudolf Steiner, l'un des mouvements fondateurs de la bio. Pour Jean-Marie Defrance, responsable de l'association, « le développement de la bio ne doit pas se faire au détriment de notre âme. Demeter, qui est une organisation internationale, travaille actuellement à l'élaboration d'une charte sociale qui garantirait le respect de règles minimales sur l'ensemble de la planète. Mais nous avons beaucoup de difficultés à l'établir car il est très difficile d'harmoniser les normes sociales des différents pays. Cela va prendre du temps ».

La Confédération paysanne, dont une grande partie des adhérents pratique l'agriculture biologique, voit aussi d'un œil suspicieux l'évolution de la bio. Pour Jean Gobier, responsable de la commission bio du

syndicat, « la nouvelle réglementation européenne encourage le biobusiness en ne limitant pas la taille des exploitations. L'embauche de dizaines voire de centaines d'ouvriers agricoles sur une exploitation en bio n'a rien à voir avec l'agriculture paysanne que nous défendons. Notre syndicat se bat en permanence pour l'accès au foncier. Actuellement, en France, il y a des aides à *la conversion* en bio mais aucune aide spécifique

pour *l'installation* en bio. Pour les aides générales, la FNSEA a tout verrouillé en imposant des tailles d'exploitations minimales pour les obtenir. Un jeune qui veut s'installer sur une petite surface n'a aucune chance. On se bagarre contre cela depuis des années ».

En Bretagne, l'Association de soutien aux projets et activités agricoles et ruraux innovants (ASPAARI) a développé un outil de contrôle de l'engagement des producteurs : la boussole NESO[7]. L'un des ses membres fondateurs est Nicolas Supiot, paysan-boulanger, responsable du réseau Semences paysannes. « Pour nous, le label AB et le label européen sont incohérents et incompatibles avec les valeurs essentielles que l'on porte. Avec ces labels, on ne fait que substituer des intrants bio à des intrants chimiques. Personnellement, je préfère acheter des tomates non bio mais issues d'une agriculture paysanne à proximité de chez moi, plutôt que des tomates bio espagnoles cultivées sous serre avec une main d'œuvre étrangère exploitée et précaire. Nous, nous sommes dans un autre rapport au naturel, au social, à l'énergie et à la provenance des produits. Nous nous questionnons sans cesse sur ces points. Cela donne la boussole NESO. Les quatre initiales signifient Nord, Est, Sud, Ouest mais aussi Naturel, Energie, Social, Origine. En fonction du respect équilibré de ces principes, nous évaluons chaque année nos activités. Cela permet de nous orienter. »

Depuis 2003, la Fnab, le réseau Biocoop, Bio Consom'acteurs et Demeter soutiennent l'association *Terre de liens* dont la vocation est de permettre l'installation ou le maintien de lieux agricoles biologiques ou biodynamiques « socialement, écologiquement et économiquement pérennes ». Des outils financiers solidaires permettent l'installation de jeunes agriculteurs qui, sans ce soutien, n'auraient aucune chance d'accéder au foncier.

Ces mêmes organisations (à l'exception de Demeter) ont créé en 2010 la marque Bio Cohérence pour protéger les spécificités du label bio français mis à mal par la nouvelle réglementation européenne sur bien des points (OGM, lien au sol, cahier des charges des élevages, traitements allopathiques…), en y ajoutant les principes de transparence, d'équité et de solidarité. Mais les producteurs et les transformateurs qui y adhéreront devront continuer à respecter la réglementation européenne et ne pas sortir du système de certification. Ils devront appliquer le cahier des charges de Bio Cohérence et s'inscrire dans une logique de progrès, notion qui est en cours de définition. Si les aspects techniques sont clairement affichés, les aspects sociaux, eux, demeurent flous. Ainsi, quelle sera la position de Bio Cohérence par rapport à l'huile de palme bio colombienne, si certaines de ses organisations gestionnaires en encouragent la commercialisation ? Quelle sera aussi la position de Bio Cohérence par rapport aux monocultures intensives d'exportation si la société d'import-export ProNatura, elle aussi gestionnaire de la marque, continue d'importer des fraises et des tomates bio produites dans des fermes de centaines d'hectares au Maroc et en Andalousie, dont elle a soutenu la création ? Pour proposer une alternative cohérente au bio-business, la nouvelle marque devra lever ces ambiguïtés.

L'agriculture biologique s'est développée grâce à ses méthodes de culture en rupture avec le « tout chimique » qui lui valent aujourd'hui sa reconnaissance. Les sirènes du marché l'appellent désormais à se convertir au productivisme le plus débridé et à en assumer les conséquences sociales désastreuses. La rupture avec ce modèle économique avait été l'un des principes fondateurs de la bio. L'intégration, ou non, des valeurs sociales au sein des préoccupations actuelles des producteurs et des consommateurs de la bio déterminera son avenir. Sera-t-elle encore porteuse d'une alternative agricole, écologique et sociale ? Ou deviendra-t-elle un simple pan du marché soumis aux seuls intérêts du libéralisme économique ?

Philippe Baqué, dans S!lence n° 384

(1) Voir, entre autres, les chiffres, les sondages et les analyses de l'Agence Bio : ww.agencebio.org

(2) Voir le site : avenuecolombie.wordpress.com

(3) Pour commercialiser leur huile de palme malgré les critiques, un certain nombre de groupes agroindustriels ont pris modèle sur le cas du soja pour lancer une table ronde pour une huile de palme durable, avec des critères a minima au sujet de la déforestation. La Colombie a ainsi été l'un des pays fondateurs de cette table ronde. Un panel d'ONG et d'associations l'ont dénoncé : "Déclaration internationale contre les monocultures de palmier à huile durables", http://www.aves.asso.fr/article838.html

(4) Voir la revue Consom'acteurs n° 49, février 2006, page 36.

(5) Voir l'hebdomadaire La Terre, 29 juin-5 juillet 2010, dossier "Voici venir le bio-business".

(6) Voir la revue Nature&Progrès, n°76, février-mars 2010, p. 17.

(7) Présentée initialement par Paul Carde dans Silence, n° 275, octobre 2001, p. 61.

Les Amis de la Terre, diffuseurs de la revue S!lence

Nous sommes heureux de vous annoncer que nous devenons diffuseur officiel de la revue S!lence en Belgique à partir de ce mois de mai 2011 ; nous reprenons le flambeau porté pendant de longues années par Brabant-Ecologie.

La revue S!lence est publiée depuis 1982 en France. Elle se veut un lien entre toutes celles et ceux qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

Tout comme les Amis de la Terre, et contrairement à d'autres revues qui ont choisi un créneau très spécialisé pour se développer (Alternatives Santé sur la santé, Alternatives Economiques pour l'économie...), S!lence a fait le pari d'avoir une vision plus globale, qui essaie de confronter différents critères nécessaires à une alternative à la fuite en avant actuelle.

Nous sommes particulièrement heureux de ce partenariat avec la revue S!lence car c'est la lecture de la revue en 2003 consacrée à la décroissance qui a été à l'origine d'une profonde réflexion au sein de notre association. Deux ans plus tard, cette réflexion se concrétisait par la création d'une nouvelle grande thématique pour notre association autour de la décroissance (économique soutenable volontaire) et de la simplicité volontaire. En 2008, la nouvelle charte de notre association intégrait profondément ces deux concepts et abandonnait toute référence au développement durable. En moins de 6 ans, nous avons créé et soutenu plus de 50 groupes de simplicité volontaire.

Ezio Gandin, président des Amis de la Terre-Belgique

Contact pour la revue S!lence : Geneviève Adam - 081/39.06.39

(Ré)abonnement à S!lence

Revue mensuelle, tarif Belgique

- **découverte (6 n°) : 27 €**
- **particulier (1 an) : 55 €**
- **petit budget (1 an) : 39 €**
- **soutien (1 an) : 60 € et plus**
- **institution (1 an) : 68 €**
- **petit futé (2 ans) : 85 €**

Montant à virer au compte :

IBAN : BE24.5230.8042.8738
BIC : TRIOBEBB

Communication : vos coordonnées complètes et le type d'abonnement souhaité.

Une pomme de terre et une Amie de la Terre...

J'ai lu dans le journal que la Ministre Onkelinx a autorisé l'expérimentation d'une pomme de terre OGM sur le territoire belge pour tester sa résistance au mildiou. Mon sang n'a fait qu'un tour ; voici ce que j'ai envoyé comme « courrier des lecteurs » de mon journal préféré, et l'aventure qui s'en est suivie.

« La Gasoré résiste au mildiou : Sauvons la Gasoré ! La seule pomme de terre résistant au mildiou, c'est la Gasoré, et elle est en voie de disparition. Délaissée par les industriels de l'alimentation fast-food et les producteurs, elle va disparaître si personne ne prend sa défense. Pendant ce temps, nos ministres autorisent l'expérimentation d'une pomme de terre OGM qui résisterait à la maladie alors que 75 % des belges sont contre la culture d'OGM sur leur territoire.

La Gasoré a été sélectionnée à Libramont parmi les variétés du nord. Elle ne se fait pas envahir par les pucerons qui transmettent le virus de la dégénérescence. On peut donc la replanter l'année suivante sans qu'elle ne dégénère. Elle existe depuis de nombreuses années, elle a été interdite de commercialisation pendant 20 ans car destinée aux pays en voie de développement qui n'avaient pas les moyens d'acheter les pesticides... Fallait-il vraiment que nos terres soient empoisonnées pour une affaire de gros sous ? Je lance un appel à toutes les personnes qui ont un bout de jardin ou de potager pour qu'elles plantent quelques Gasoré afin de perpétuer cette variété bien de chez nous qui ne demande aucun traitement et qui offre une chair si goûteuse sous une peau rosée. Plantez-la après le 15 avril et laissez-la le plus longtemps possible en terre, jusqu'aux gelées, la récolte sera importante et elles se conserveront bien. Si vous ne disposez pas de cave fraîche, les pommes de terre se stockent très bien dans un tambour de machine à laver enterré à l'abri de la pluie et sous une butte de paille. »

L'article est paru un samedi, jour où on a le temps de lire le journal et de gratouiller son jardin. L'après-midi même, les coups de téléphone ont commencé à pleuvoir sur mon GSM ! Les lecteurs avaient retrouvé mes coordonnées sur le net et m'appelaient pour savoir où se procurer la Gasoré. Je les envoyais chez Laruelle à St Georges, chez Aymont à Chassepierre, ou au Centre de Recherche Agronomique de Libramont où sont conservées des centaines de variétés de pommes de terre. Je ne m'attendais pas à une telle réaction, et cela me faisait plaisir qu'autant de monde s'intéresse à la petite patate en voie de disparition !

Lundi, le journal m'écrit pour savoir où se procurer la Gasoré parce qu'ils sont inondés de coups de téléphone aussi ! Ils publient dans le journal : « Si quelqu'un sait où se procurer la Gasoré, veuillez nous écrire afin de diffuser l'information à nos lecteurs ! » Fort bien ! J'écris à nouveau au journal pour leur donner les adresses des distributeurs, et le lendemain, une demi-page est publiée sur la « Superpatate » qui a fait un buzz en région wallonne. Un chercheur de Gembloux explique que cette pomme de terre a en effet une bonne résistance au mildiou et qu'elle sera retirée du catalogue des pommes de terre commercialisables. Les Centres de Recherches de Gembloux et de Libramont, le marchand de patates Laruelle et Aymond sont débordés de coups de fil, tant l'engouement est fort. Les belges, les patates et les frites, c'est bien une histoire d'amour, apparemment !

Ce même jour, la police de Soumagne me téléphone :

- « Bonjour Madame, est-ce bien vous qui avez publié un article sur une pomme de terre ? »

- « Oui, pourquoi ? » répondis-je, inquiète.

- « Parce qu'une dame âgée de Soumagne reçoit des centaines de coups de fil à votre place, elle s'appelle Poncelet comme vous, et tout le monde lui demande des renseignements sur les pommes de terre, et elle en a assez. Pourriez-vous donner vos coordonnées au journal pour qu'ils arrêtent d'importuner cette dame ? »

Je n'en revenais pas. Mon nom ne figure pas sur le bottin de téléphone, je n'ai qu'un GSM, alors les personnes qui n'ont pas internet me cherchaient dans le bottin sur Soumagne ! Avant de raccrocher, le policier me demande : « dites, entre nous, où est-ce qu'on peut la trouver, la pomme de terre ? » Alors là, je n'en revenais pas ! Même la police est atteinte par la fièvre de la pomme de terre ! Après lui avoir donné les renseignements, je repense à Madame Poncelet du bottin. J'imagine à peine quel devait être l'enfer d'un téléphone qui sonne tout le temps ! Ni une ni deux, je cours acheter des tartes aux pommes et cueille des fleurs pour me faire pardonner. Les bras encombrés de fleurs et de boîtes à tartes, je me rends à son domicile. Je sonne. Elle ouvre, et je lui demande : « Vous êtes bien Madame Poncelet ? Je suis Madame Poncelet, du téléphone. » « Aaaah ! Quelle surprise ! Je ne m'attendais pas à vous voir venir ! » dit-elle avec étonnement et affichant un grand sourire.

A peine avais-je franchi le seuil que le téléphone sonne. « Allô ? Oui, elle est là… » Et la dame me passe le combiné pour me laisser répondre à un amateur de pommes de terre. J'ai passé toute la soirée à répondre au téléphone chez elle tout en mangeant de la tarte. Les appels sur mon GSM ont duré encore quelques jours, et depuis, je prends un repos bien mérité. En cherchant un peu, j'ai trouvé une autre variété encore plus résistante : la Sarpo Mira. Elle se trouve certainement à Libramont.

De toute façon, quand vous plantez vos patates, enfouissez des orties fraîches sous le trou de plantation, et dès l'apparition des feuilles, arrosez avec du purin de prêle. La prêle contient de la silice, qui s'attaque aux champignons du mildiou ; vous pourrez diminuer fortement l'attaque. La silice s'utilise en préventif et non en curatif ; agissez vraiment très tôt sur les plants sains. La Gasoré restera le plus longtemps possible en terre, au-delà de la fanaison, jusqu'avant les gelées, et peut-être jusqu'en décembre. Vous aurez une bonne récolte et elle se conservera mieux. Attendez quatre années avant de replanter des pommes de terre au même endroit.

Ce printemps, j'ai retrouvé quelques patates que j'avais oublié de déterrer dans mes plates-bandes, elles sont impeccables, fermes, et délicieuses. Si vous n'avez pas de campagnols, vous pouvez vous permettre de les laisser en terre. Un gain de place dans la maison.

Souhaitons une longue vie à la Gasoré, et merci encore aux nombreuses personnes qui l'ont parrainée.

Hélène Poncelet

Tranche de vie à l'écovillage de Torri Superiore

Depuis quelques temps déjà je suis à la recherche d'une manière d'habiter plus en harmonie avec la nature, mes valeurs (comme la convivialité, la simplicité, la solidarité, le partage) et mon portefeuille de sans emploi. A Torri Superiore, je l'ai trouvée. Au printemps dernier, je suis allée partager leur vie.

Descente en train direction Ventimiglia, à la frontière française, celle de la Côte d'Azur, vous savez, là où l'eau est si bleue qu'elle est verte, où plages et falaises à pic scandent un littoral qui se décline déjà en palmiers, pins parasols et cactus. A la gare, je prends le bus qui me dépose au pied du hameau fortifié accroché à la montagne. Que c'est beau !

Le bourg minuscule est une cacophonie de 162 pièces voûtées sur 8 niveaux reliées par un entrelacs de ruelles super étroites, passages voûtés, terrasses, escaliers et passerelles. Le paradis du cache-cache serti dans l'écrin chatoyant de la végétation méditerranéenne : le vert des oliviers le dispute aux taches jaunes des mimosas éclatant sur la colline et à l'orange des orangers sauvages. La vallée embaume le mimosa, la menthe et le romarin. La nuit, le silence est ponctué par le bruit du torrent au fond de la vallée, le chant des crapauds ou le cri des ânes.

Torri Superiore est un écovillage italien qui a vu le jour parce qu'un groupe d'amis fasciné par la beauté de l'endroit a créé en 1989 une association pour acheter et restaurer ce véritable joyau d'architecture populaire médiévale (XIIIe siècle) et surtout lui redonner vie. Ses habitants avaient abandonné le village après la dernière guerre pour gagner les grandes villes industrielles comme Milan et Turin ou simplement descendre un peu plus bas dans la vallée. Les membres de l'association ont donc restauré les ruines en utilisant les pierres et matériaux du pays selon les principes de l'écoconstruction et avec l'aide de bénévoles lors de chantiers internationaux. Depuis 1993 une communauté y vit ; à travers la coopérative *Ture Nirvane*, elle gère la structure d'écotourisme (table et chambres d'hôtes), coordonne les séminaires et activités culturelles ouvertes au grand public.

Le rêve est donc devenu réalité : Torri Superiore est tout à la fois un village médiéval en grande partie restauré, un écovillage membre du GEN (Global Ecovillage Network) et de la RIVE (réseau italien des écovillages) qui vit selon les principes de la permaculture ; une maison d'hôtes, un centre culturel qui organise des cours et séminaires résidentiels sur la permaculture, la traction animale, la facilitation des réunions et la méthode du consensus, la transition sans oublier la poterie, le yoga ou la fabrication maison de savons.

Mais pour moi, Torri Superiore est avant tout une communauté de résidents : ils sont 15 adultes de différents pays et 9 enfants à y vivre « dont 4 sont nés ici » me disait avec émotion un ancien membre de l'association. La vie a bel et bien repris à Torri Superiore, il y a de quoi être fier !

Les résidents donnent force et vie au projet, ils prennent part à tout ce qui se déroule, des fêtes à la coordination du chantier de restauration en passant par la préparation des repas. On travaille beaucoup à Torri et dans la bonne humeur. Ca se voit ! Pendant mes quinze jours de volontariat, j'ai senti à quel point le plaisir de la vie en communauté était palpable, et il se partage ! Ainsi, le dimanche de Pâques, on est allés pique-niquer tous ensemble sous les oliviers d'une terrasse en pierres sèches de l'autre côté de la vallée. Les vivres et le matériel ont été embarqués sur une charrette tandis que résidents, hôtes, parents et amis y descendaient à pied. Les enfants couraient dans la nature et jouaient avec les agneaux nés au printemps.

Si la communauté se fédère autour d'un projet commun (reconstruction, éducation permanente, vie avec faible empreinte écologique), c'est véritablement l'attention apportée à la qualité des relations humaines qui soude le groupe. Elle est essentielle à la

durabilité du projet. Ainsi à Torri, on utilise la méthode du consensus[1] depuis des années pour les décisions à prendre en groupe et mieux, on l'enseigne !

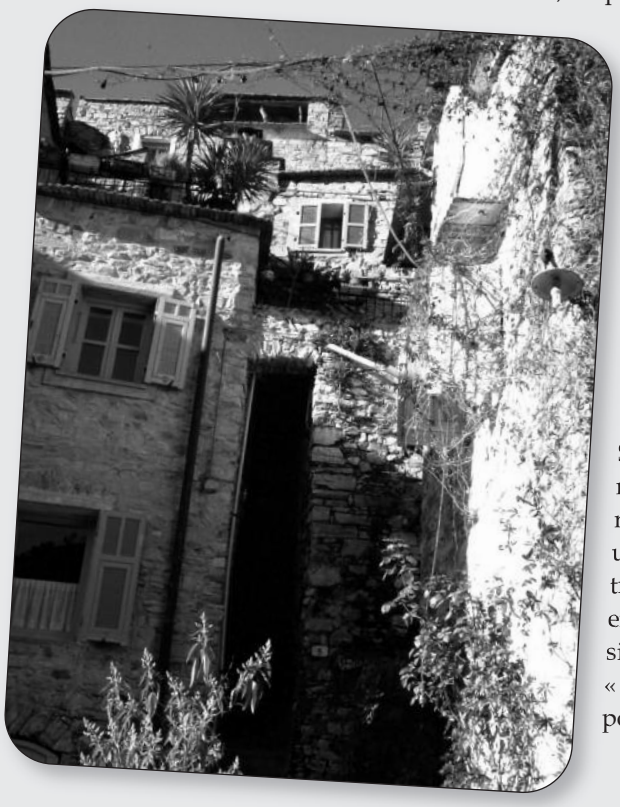
Lucilla, une ancienne de Torri, n'hésite pas à affirmer que ce qui définit un écovillage, plus que l'économie solidaire, les énergies alternatives ou les matériaux de construction, c'est le mode de décision, la gestion du pouvoir, transparente et participative. En ce qui me concerne, j'ai beaucoup apprécié la qualité du dialogue qui peut s'ouvrir à tout moment, le respect, l'écoute, la curiosité pour l'autre et sa culture. C'est vrai au sein de la communauté constituée de résidents de nationalités diverses aussi bien qu'avec les hôtes de passage ou les gens du village d'en bas. Tisser de vrais liens chaleureux est une des spécialités de Torri.

Torri en transition

A Torri, ils vivaient déjà la transition avant qu'on en parle en choisissant un lieu de vie à taille humaine qu'ils ont restauré eux-mêmes avec les matériaux de la région. Ils sont en route vers l'autonomie alimentaire grâce à leur potager et au verger qu'ils cultivent en permaculture et à l'élevage de chèvres, moutons et poules. Une bonne partie de la nourriture est fabriquée sur place : pain, pâtes fraîches, huile d'olive, fromage de chèvre, miel, confiture, yaourt et crème glacée. Le complément est essentiellement biologique, local ou tout au moins national. Durant l'hiver, un four à bois permet de cuire pains et pizzas. Sur le plan énergétique, l'eau chaude est fournie par des capteurs solaires, les bâtiments ont été isolés, l'électricité « verte » provient de sources renouvelables. Récemment, des toilettes sèches ont été installées. Le recyclage des déchets est pratiqué au maximum et les déplacements sont collectivisés (4 voitures pour 24 résidents).

A présent, ils tissent un réseau plus large avec d'autres associations, communautés ou groupes pour la relocalisation de la vie quotidienne ; ils regardent films et documentaires et travaillent à des projets pilotes comme le lagunage des eaux grises ou une cuisine solaire.

Enfin, ils partagent les infos récoltées au fil du temps en organisant pour la deuxième fois un cycle de cours et formations intitulé « En voyage vers la transition » pour créer un monde moins gourmand en pétrole et une société à faible empreinte écologique.



J'ai aimé la vie simple qu'on mène à Torri Superiore avec peu de moyens et une grande richesse de liens. J'y ai vu un bel équilibre entre travail et repos (ou pauses), entre collectif et privé. Leur simplicité à eux s'appelle « decrescita felice[2] » et elle porte bien son nom.

Ils ont su mettre la beauté au cœur de leur existence et travaillent chaque jour au chantier de leur vie collective à travers leur mode de décision, leur gestion des biens communs, des relations humaines ou l'organisation du travail. Leur dynamisme s'ancre aussi dans une vision commune. Lucilla me confie : « *Notre vision commune est de prouver que l'on peut vivre en communauté et avoir une vie meilleure même si les périodes de travail sont souvent lourdes et les gratifications économiques limitées. Nous sommes en train de faire quelque chose qui sur papier semblerait impossible à qui que ce soit. Nous avons concrétisé un rêve qui va bien au-delà de simplement rendre une vie nouvelle à un bourg médiéval à l'abandon. Nous expérimentons une nouvelle façon de vivre ensemble, un modèle de vie communautaire écologiquement soutenable basé sur le respect de l'homme et de la nature, sur la solidarité et la non-violence* ».

Vous avez envie de simplicité volontaire conjuguée au pluriel ? Vous voulez expérimenter un processus effectif de transition extérieure et intérieure vers un autre monde ? Des graines ont été semées à Torri Superiore.

Cathy Lemaire

http://www.torrisuperiore.org
Tel. 0039 0184 215504
E-mail: info@torri-superiore.org

(1) Avec la méthode du consensus c'est la responsabilité de tous les membres du groupe qui est engagée : chacun a non seulement le droit mais le devoir de faire valoir son opinion et peut à tout moment bloquer une décision, même s'il/elle est seule de son avis. On changera la formulation de la proposition jusqu'à ce qu'elle soit partagée et soutenue par tous les participants. Le consensus ne consiste ni à atteindre un accord définitif ni à s'entendre sur tout. Il s'agit de façonner progressivement des propositions collectives en tenant compte des points de vue de chacun-e. La technique évite ainsi la division entre majorité et minorité qui peuvent miner l'ambiance et la confiance réciproque.

(2) Littéralement, la décroissance heureuse.

Fabriquer soi-même ses produits d'entretien

Vous êtes méfiant(e) face aux molécules chimiques utilisées dans la fabrication des produits d'entretien ? Pas étonnant ! Il existe des milliers de produits en circulation sans qu'il n'y ait eu de test sérieux sur chacun d'eux et sur les combinaisons de ceux-ci. Pourtant, il y a un peu plus d'un demi-siècle, la lessive se faisait de façon plus respectueuse de l'environnement. Vous (re-)découvrirez ici des recettes simples et naturelles pour nettoyer votre linge, votre lieu de vie et votre corps.

En Europe, plus de 100.000 produits chimiques sont en circulation ! Pour la plupart, il n'existe pas d'étude approfondie de leur toxicité. Nous sommes donc exposés quotidiennement à de nombreux produits qui, utilisés ensemble ou à la suite l'un de l'autre, forment des « coktails chimiques » qu'il est très difficile d'évaluer du point de vue de la santé. Néanmoins, l'augmentation des cancers et des malformations congénitales entre autres, font l'objet d'études mettant en lumière cette relation entre utilisation de produits toxiques pour la santé et l'environnement, et ces affections. Du côté des autorités publiques, depuis 2007, l'Union européenne a mis en place un programme d'enregistrement, d'évaluation, de restriction et d'interdiction des produits chimiques, REACH[1], surtout pour ceux dont la production dépasse une tonne par an. On s'en doute, le processus est lent, le travail est gigantesque sans compter les pressions exercées notamment par l'industrie chimique. Que pouvons-nous faire individuellement ?

Raffa, une écologiste convaincue, a conçu un petit livre plein de recettes écologiques à appliquer chez soi. Elle a réalisé un petit livret disponible gratuitement sur internet, livret qui permet à tout un chacun de faire « son grand ménage[2] » de façon naturelle.

Quelques ingrédients utiles

Le bicarbonate de soude ($NaHCO_3$ ou bicarbonate de sodium, baking soda), à ne pas confondre avec les cristaux de soude ou avec la soude caustique (NaOH - très dangereuse !), est une fine poudre blanche (comme du sel) qui neutralise les acides et donc de nombreuses odeurs ; c'est un abrasif doux, nettoyant et adoucisseur d'eau. On le trouve facilement en droguerie ou dans les grandes surfaces, au rayon savon, nettoyants ou sel .

Les cristaux de soude (Na_2CO_3 ou carbonate de soude/de sodium), à ne pas confondre avec la soude caustique (NaOH - très dangereuse), sont de petits cristaux translucides blanchissant au contact de l'air qui sont plus basiques que le bicarbonate et plus efficaces pour certaines choses (dégraisser les fours par exemple). Attention ! ils peuvent être irritants pour certaines personnes. Leurs propriétés sont nombreuses : ils neutralisent les acides, hydrolysent les matières organiques, détartrent, dissolvent les matières grasses et détachent. Ils sont utiles pour le nettoyage de l'émail (baignoire, cuvette de WC, lavabo…), pour la lessive, pour adoucir l'eau, déboucher la plomberie (bouchons organiques seulement !), nettoyer les sols et la graisse en général. On les trouve facilement en droguerie ou dans les rayons « produits d'entretien » des grandes surfaces.

Le vinaigre d'alcool sera utilisé en lessive à la place de l'adoucissant ; on mettra de plus 6 ou 7 gouttes d'huiles essentielles (de lavande par exemple) dans la dernière eau de rinçage pour procurer une bonne odeur au linge. Le vinaigre a de nombreuses propriétés : conservateur, dégraissant, désodorisant, détartrant, antiseptique, désinfectant, antiparasite, antifongique tout en étant écologique. De quoi faire pâlir l'eau de Javel qui elle, est très polluante et toxique pour les êtres vivants[3] !

Lessive au savon de Marseille

Les savons industriels contiennent de nombreux additifs, ce qui diminue leur biodégradabilité. Le savon de marseille remplacera efficacement celui qui « lave plus blanc que blanc » ! Il est fabriqué à partir de soude et d'huile végétales ou de graisses animales, et il possède des propriétés antiseptiques ; il est idéal pour le linge.

Les dosages qui suivent sont conseillés pour une eau dure[4]; réduire les quantités pour une eau douce, les augmenter pour une eau très dure :

- Placez 3 grandes poignées de copeaux de savon de Marseille (les dissoudre auparavant dans un peu d'eau chaude si vous lavez à moins de 40°) et 2 petites poignées de cristaux de soude dans le tambour (n'en mettez pas pour le lavage des linges délicats).
- Placez le linge à nettoyer et, avant de fermer le tambour, vous pouvez ajouter des balles de lavages (10 -12) ou des balles de tennis (4-6) pour obtenir un lavage plus performant en brassant et battant le linge comme les lavandières d'autrefois qui battaient le linge sur la pierre.
- Dans le bac à lessive, placez 2 à 3 C. à S. de bicarbonate de soude et 1 à 2 bouchons de vinaigre dans le compartiment adoucissant ainsi que quelques gouttes d'huiles essentielles.

J'utilise personnellement cette formule mais aussi une autre encore plus écologique et économique : la lessive de cendres.

Lessive à la cendre

Pour cela, il faut posséder un feu à bois pour y récupérer de la cendre de bois (attention : ne surtout pas utiliser de la cendre de charbon de bois, cela n'a pas le même effet). Comme c'est mon cas, je récupère la cendre après plusieurs combustions et prépare ma lessive en grande quantité. C'est facile, pas cher et on a vraiment l'impression d'être un chimiste en herbe !

- Les dosages : 2 verres de cendre pour un litre d'eau chaude (je procède en général par 5 L au minimum pour avoir un peu de réserve – donc 10 verres de cendres pour 5 L d'eau).
- Une fois le mélange réalisé, il suffit de le laisser macérer pendant minimum 2 jours en remuant de temps en temps, et filtrer ensuite à l'aide d'étamines et de filtres à cafés ou tout simplement à travers un ou plusieurs chiffons.
- Le liquide obtenu est coloré et sera utilisé tel quel, deux verres par machine dans le bac à lessive. (voir les photos).
- J'ajoute un peu d'huile essentielle dans le bac à adoucissant pour que le linge sente bon sinon il n'a pas d'odeur. Pour des linges qui sentent très mauvais, ajouter 2 C. à C. de bicarbonate dans le bac à lessive, avec le liquide de cendres.

La cendre de végétaux contient une grande quantité de potasse[5] qui a le pouvoir de dissoudre les graisses. Le terme potasse est né de l'allemand « pot asche » ou de l'anglais « pot ashes » qui désigne les « cendres du pot » dans lequel l'on avait placé de l'eau pour en faire de la lessive. C'est cette lessive qui, pendant des siècles, servira comme réactif basique dans la fabrication des savons.

N'oubliez pas les gestes de bons sens pour l'utilisation de votre machine à laver : laissez de l'espace dans le tambour pour que le linge soit brassé, évitez le surdosage en produits et enfin, n'oubliez pas que le pré-lavage n'est utile que dans le cas de linge très sale.

Bicarbonate de soude et hygiène

Le bicarbonate de soude, un produit multi-usages pour l'entretien de la maison et pour son corps : voici quelques-unes des nombreuses utilisations de ce produit de base, un incontournable pour une hygiène naturelle.

- L'hygiène buccale (contre la mauvaise halène, pour le blanchiment des dents, contre le tartre) : brossez deux à trois fois par semaines vos dents en ayant pris soin auparavant de saupoudrer du bicarbonate sur votre brosse à dents avant d'y appliquer du dentifrice.
- Pour de nombreuses démangeaisons liées à des piqûres d'insectes par exemple : prendre un bain additionné d'un peu de bicarbonate de soude.

Evitez les déodorants du commerce qui contiennent toujours des produits dérivés du pétrole, utilisez du bicarbonate sous les aisselles, cela évite la propagation des mauvaises odeurs.

Lingettes pour bébé

En bonus, pour les jeunes pères et mères de famille… avec seulement un rouleau de papier toilette, un peu d'huile d'amande douce, un petit sachet plastique (de type « conservation ») et un élastique !

Pour fabriquer vos lingettes, enlevez tout simplement la partie cartonnée du rouleau de papier toilette, placez le papier toilette sans le carton directement dans le sachet plastique, versez-y l'huile afin d'imbiber tout le papier (mais sans que celui-ci ne baigne dans l'huile – n'ajoutez surtout pas d'Huile Essentielle, cela est contre-indiqué pour les bébés et enfants !), refermez avec l'élastique sans serrer de trop en prenant soin de faire dépasser un bout de papier imbibé que vous aurez pris du centre du rouleau et que vous utiliserez selon vos besoins. Les fesses de bébé seront toutes propres et douces !

Geneviève Adam, permanente, avec Claire Ducobu et Micheline Somma (régionale de Namur)

(1) http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/chemicals/reach/index_fr.htm

(2) Raffa, « Le grand Ménage » : http://raffa.grandmenage.info

(3) http://www.ecoconso.be/Faut-il-vraiment-utiliser-tant-d-eau-de-javel (fiche conseil n°17)

(4) Pour connaître la dureté de votre eau : http://www.ecoconso.be/spip.php?article45 ou contactez directement votre distributeur d'eau

(5) http://fr.ekopedia.org/Hydroxyde_de_potassium

En quoi la Simplicité Volontaire représente-elle aussi un engagement pour le Sud ?

Quand on parle de « simplicité volontaire », on met souvent en avant l'aspect éthique de cette démarche, la conscience d'une nécessité de changer son rapport envers la Nature et les Hommes. Le mode de vie alternatif proposé par la démarche de simplicité volontaire tend vers plus d'égalité sociale et moins d'exploitation au travail ; il permet de retrouver une nouvelle joie de vivre et d'alléger substantiellement notre impact sur l'environnement. On prétend aussi que ce cheminement permettrait aux peuples lointains de vivre une vie décente : « vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre » proclamait Gandhi.

Mais qu'en est-il réellement ? Le changement radical de notre mode de vie et le projet de société qui s'y rapporte participent-ils vraiment à une meilleure trajectoire pour les peuples du Sud ? Cette « décroissance » au Nord, implique-elle un mouvement global de sortie du système économique mondialisé ? Ou serait-elle un moyen pour permettre davantage de « croissance » au Sud ? A moins que cette croissance économique de nos pays ne soit vitale pour le « bien-être » des populations « en développement » ?

Toutes ces questions nous ramènent à cette notion fondamentale qu'est « le développement ».

Il semble évident pour beaucoup d'entre nous qu'un système économique et sociétal radicalement différent entrainerait moins de désagréments environnementaux pour le Sud : changements climatiques, pollutions, perte de la biodiversité, exploitation des matières premières… Une question reste toutefois en suspens : la « déconnexion » à la mondialisation économique sera-elle prise positivement par les populations qui exportent leurs ressources rares et autres produits manufacturés vers l'Occident ?

Dans une réflexion large, il est indéniable que ce système productif globalisé recrée les conditions d'exploitation et de domination de classes privilégiées sur des millions de paysans et les peuples du Sud forcés de se soumettre aux règles du marché mondial pour survivre. Un exemple marquant de cet état de fait est l'exploitation des terres devenues monocultures d'exportation, au détriment des terres vivrières nourrissant les populations du sud. Le FMI, la Banque Mondiale et les institutions internationales appuient d'ailleurs ce grand jeu néolibéral, que ce soit sous prétexte d'ajustements structurels et de remboursement de la dette ou d'éradication de la « pauvreté ». Quelle belle charité !

C'est bien cette vision utopiste, et destructrice, qu'il s'agit de critiquer et rejeter : le développement d'un monde de plus en plus occidentalisé, régi par les oligarchies financières et baigné dans l'idéologie du progrès scientifique et de la surconsommation comme bonheur ultime. La question de l'économie est bien sûr complexe et ne peut être résumée en quelques lignes. Pour faire simple, la relocalisation que l'on soutient sur nos terres va de pair avec une relocalisation générale et donc une rupture de la mondialisation économique.

Pour aller plus loin, je souhaite plutôt orienter le débat vers la sphère culturelle de cette délicate interrogation sur la décroissance et le Sud.

Car si l'on peut accepter cette forme de changement radical pour notre société opulente au Nord, il reste toujours plus difficile de se dire que le Sud devrait renoncer à sa « croissance ». Là est bien l'enjeu de la question. Si la décroissance est bien un projet pour le Nord, nous affirme Serge Latouche, elle n'implique pas que le Sud devrait conserver cet objectif de croissance. Celui-ci étant directement en lien avec la notion de développement.

C'est donc bien de là qu'il faut partir pour étendre la réflexion. L'idéologie du développement est propre à la société occidentale et à son histoire[1]. Elle s'est bien sûr répandue à travers les colonisations et « l'entreprise du développement » au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque le président américain Truman qualifia publiquement, pour la première fois, les pays du Sud de « sous-développés ». Ce constat de « retard » sur la société occidentale favorisa le déploiement de la force économique américaine (et européenne) à travers le globe. Les élites africaines et des autres continents ont poursuivi la marche, même après les indépendances ; la « colonisation de l'imaginaire » a continué auprès du peuple, avec l'impact que l'on connaît aujourd'hui.

La critique de la croissance va donc de pair avec la critique du développement, que ce dernier soit un prétexte à la domination capitaliste ou un simple moyen de répandre le modèle de société occidental à l'ensemble de l'humanité.

Afin de mieux préciser la logique du développement et son rejet, abordons à présent deux thèmes en rapport : l'ethnocentrisme et la notion de pauvreté.

Le premier thème est cher aux yeux de l'anthropologue Michael Singleton[2] (UCL). Celui-ci estime que rien sur terre n'est fondamentalement naturel, ni déterminé par une logique supérieure. Tout est culturel, c'est-à-dire construit par des logiques sociales propres à un groupe d'individus. La science elle-même n'est pas neutre, tout comme la notion de famille ou même de douleur par exemple. Partant de ce constat, l'ethnocentrisme peut être expliqué comme étant l'ensemble de valeurs et de conceptions défendues par une société qui, en général, estime celles-ci comme universelles. L'homme blanc a estimé que sa vision du bonheur et du mode de vie était universelle, alors que celle-ci est relative.

L'ethnocentrisme occidental est d'ailleurs renforcé par la domination économique, culturelle, politique et technique des pays occidentaux. Ainsi, l'ère du développement depuis soixante ans est culturellement marquée par le sceau occidental ! Au-delà des ravages environnementaux et sociaux, c'est également une destruction de la diversité des peuples et des cultures à laquelle nous assistons.

Un deuxième point nécessaire à la compréhension du phénomène : la notion de pauvreté. Ce n'est certainement pas à des « simplicitaires » que je vais commencer à expliquer la relativité de la pauvreté, ni même promouvoir le bien-être que la vie « pauvre » peut impliquer. Car la pauvreté, au sens noble du terme, a été défendue par de nombreux courants de pensée à travers l'histoire et le monde. Que vouloir de plus pour un peuple, vivant avec le nécessaire, heureux et autonome ? C'est malheureusement une vision négative de la pauvreté, influencée par notre regard occidental ethnocentriste, qui a motivé toutes les décennies du développement afin de changer l'autre à notre image. La charité occidentale est restée bloquée sous son regard propre sans même imaginer que celle-ci aurait pu se traduire par des actes davantage responsables.

Ensuite, il importe de différencier la notion de pauvreté, la vie simple répondant au nécessaire, à la notion de misère, comme un état de survie difficile et d'exclusion sociale. Si la critique du développement implique une remise en question des actions dans cette logique-là, elle ne prône pas la passivité. Au contraire, il ne s'agit plus d'éradiquer la pauvreté (relative à chaque société), comme tentent de le faire l'Europe et les institutions internationales, mais bien de s'opposer à la logique créatrice de misère : le développement économique productiviste imprégné du capitalisme néolibéral. Christian Arnsperger complète d'ailleurs la misère sociale et environnementale créée dans le Sud, par la misère intérieure qu'implique notre société sur-consommatrice en perte de sens au Nord. Il la qualifie de « trahison de l'opulence ». La pauvreté choisie, libérée de tout jugement ethnocentriste et enrichie par la responsabilité qu'elle développe, représente donc un acte constructif en opposition au système créateur de misère.

Enfin, Albert Tévoédjré (intellectuel africain proche d'Ivan Illich) écrivait en 1978 « La Pauvreté, richesse des peuples ». Il s'efforçait déjà de remettre cette valeur fondamentale au goût du jour comme réel projet de société pour les Etats du Sud. Il mettait en garde sur le risque de mimétisme occidental et reconnaissait aussi le travail de sensibilisation effectué par les mouvements écologistes du Nord à cette époque. Il y prône de plus une réelle solidarité entre les peuples, dans le respect des différences de chacun.

Alors, quel lien entre la société de décroissance du Nord, application globale de la simplicité volontaire, et la situation des peuples du Sud ?

Ce projet propre à notre société a évidemment de nombreuses implications ailleurs que chez nous. Il représente une volonté de solidarité avec les peuples du Sud. D'une part, au travers du respect de leur environnement de vie, d'une fin de l'exploitation et de l'inégalité économique. D'autre part, le rejet de l'idéal de croissance et des valeurs qui lui sont chères donne un écho à la critique du développement. Ce développement qui entraîne depuis trop longtemps une déculturation progressive, de par l'occidentalisation du mode de vie et de pensée des peuples du monde. Un développement qui se trompe de plus de cible en visant la pauvreté, plutôt que l'origine de la misère.

La réflexion et le débat se construisent par les mots. Certains sont plus chargés que d'autres, en termes de valeurs et de présupposés, et recouvrent une toute autre réalité que celle qu'on voudrait idéalement leur attribuer. D'où la critique virulente contre un certain vocabulaire du pouvoir ou de l'opinion publique, trop peu remis en question. Quoi qu'il en soit, les démarches de simplicité volontaire et toutes les actions collectives sous les bannières de la transition ou de la décroissance, intègrent cette opposition au discours ambiant, peu importe les motivations originelles. La personne investie dans la simplicité volontaire représente une puissante forme de contestation globale et de construction conviviale, bien plus qu'un « consommateur responsable ». Le risque serait pour le « simplicitaire » de subir une autre forme de fatalisme en vivant son cheminement dans son coin ; cette démarche profonde devrait l'amener à étendre autant que possible son rayonnement vers l'espace public.

En définitive, face au dramatique constat de la situation dans les pays du Sud, notre conscience altruiste devrait se traduire de manière différente que par le don financier envers des ONG du développement, qui soit participent à une logique ethnocentriste, soit représentent un pansement sur une très sérieuse plaie. Il ne s'agit pas de critiquer radicalement toutes les ONG, mais de souligner que les logiques qui les accompagnent sont insuffisantes, ou créatrices de nouveaux problèmes. La simplicité volontaire a le mérite, à son échelle, de se concentrer sur la responsabilité individuelle, avant même d'interpréter subjectivement le problème d'autrui.

Cette conscience peut engager notre être tout entier dans une démarche de vie profondément humble et respectueuse de la pluralité des sociétés humaines. Une initiative marquée par la compréhension de l'interdépendance de toute chose sur terre, qui ne devient réellement « militante » qu'au travers du collectif et de l'action publique !

Robin Guns, permanent

Cet article trouve son origine dans le mémoire que j'ai présenté en septembre 2010, dans le cadre de mon Master en Sciences de la Population et du développement à l'ULB.

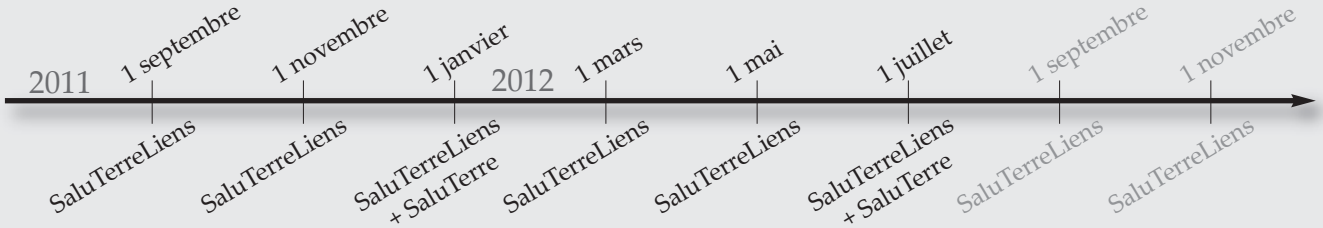
(1) Pour une lecture très complète de la question, voir le livre de Gilbert Rist : « le développement, histoire d'une croyance occidentale ».

(2) Michael Singleton, « Critique de l'ethnocentrisme, du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementiste ».

Le SaluTerre va changer !

Suite à la dernière A.G. au cours de laquelle a été présentée et votée une proposition étudiée au préalable en groupe de travail, **le SaluTerre va changer de formule** et sera dissocié en deux périodiques distincts, **pour une période-test d'un an.**

- **SaluTerreLiens :** 6 fois par an, plus léger, vie de l'association. Possibilité de le recevoir en version PDF sur demande.
- **SaluTerre :** 2 fois par an, dossier monothématique plus fouillé, comme la revue ou le cahier annuel actuel.



Au nom de la Terre

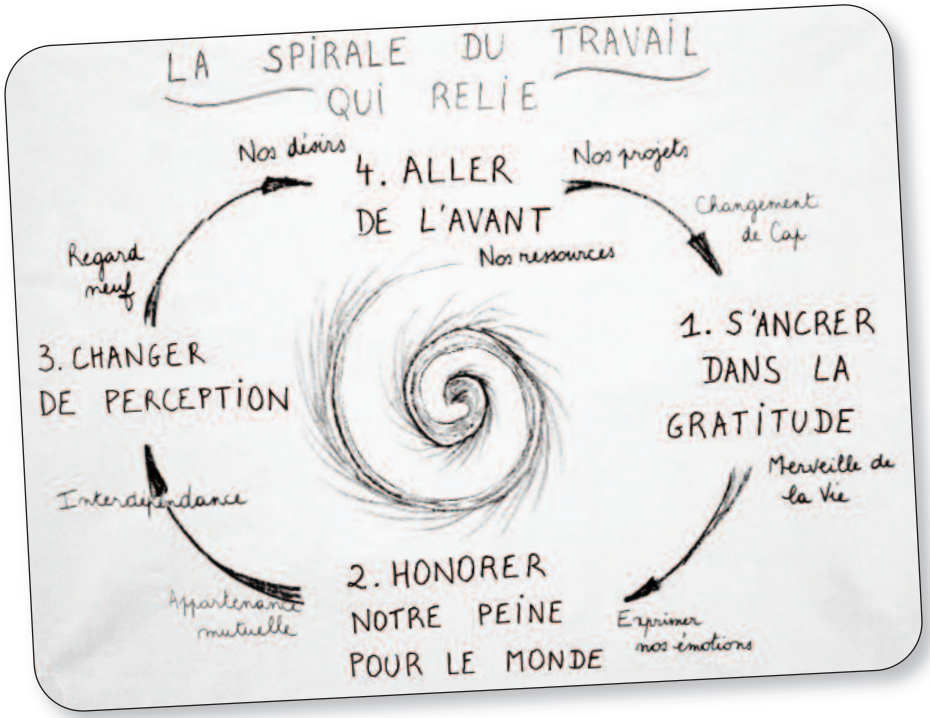
Le mouvement de Transition qui se développe simultanément un peu partout dans le monde, s'il allie la tête (analyser et comprendre les enjeux sociaux et écologiques actuels) et les mains (proposer et construire des alternatives), ne se fera pas sans la dimension du cœur, peut-être moins visible, mais qui soutient une dynamique de changement profond. Le Travail qui Relie, approche particulière de l'écologie profonde, est une méthodologie de travail en groupes qui se propose de nourrir et encourager notre « transition intérieure », afin de transformer notre sentiment d'impuissance en engagement créatif. Témoignage de Corinne Mommen.

« Il y a bientôt 3 ans, j'ai découvert le Travail qui Relie, cette approche particulière de l'écologie profonde, développée par la Nord-américaine Joanna Macy depuis une quarantaine d'années. C'était lors d'un atelier de 4 jours, animé par Claire Carré et Aline Wauters au quartier de la Baraque, à Louvain-la-Neuve ; je m'y étais inscrite sans trop savoir de quoi *il s'agissait. « L'écologie profonde, ça ne s'explique pas, ça se vit »*, m'avait dit Aline.

Au travers d'exercices et de rituels s'enfilant en une curieuse alchimie, j'y ai vécu effectivement… des rencontres particulières, au-delà des mots, avec le regard de l'un, avec la main d'une autre, avec une graminée ou une pierre ; des sensations physiques faisant appel à des mémoires enfouies, du temps où j'étais lichen, ou crapaud, ou grand singe. J'y ai pleuré ma peine pour un monde où ces perceptions sont si vite effacées du corps des enfants, remplacées sur les bancs de l'école, par un univers froid de lettres et de chiffres. J'ai pu dire ma peur, peur d'avancer, de croire à ce mouvement de changement qui s'exprime sous des formes diverses dans le monde. J'ai écouté d'autres peurs, d'autres pleurs et colères faisant échos aux miennes. J'y ai rencontré des personnes en chemin, pleines de vie, de rires, de sincérité et de doutes aussi. J'ai mêlé ma voix à la leur pour chanter notre intention de participer à la guérison de la Terre. J'y ai appris que les écologistes profonds appellent ce mouvement « le Changement de Cap », et que la multitude d'actions dont il est composé peut se décliner autour de trois dimensions principales : les initiatives de résistances pour soutenir la vie, la construction d'alternatives au système industriel de croissance, et l'accompagnement du changement de conscience. J'y ai compris que chacune, chacun est appelé à trouver son expression propre dans ce mouvement, une des milliards de formes d'expression de la vie à travers nous… au nom de la Terre.

Après ce premier atelier, le déclic ne s'est pas fait tout de suite. Je l'ai considéré comme une expérience intéressante mais vite recouverte par d'autres sollicitations et engagements. Pourtant, une petite musique avait été réveillée… un sentiment d'appartenance, une conscience d'interdépendance fondamentale avec tout le vivant, et un besoin de participer de façon plus engagée et plus active à ce mouvement de Transition que je découvrais autour de moi. J'ai lu, rencontré le mouvement de la permaculture, de l'agro-écologie ; j'ai participé à d'autres ateliers, en France, en Belgique. Avec trois amies belges, j'ai eu la chance de participer à un atelier animé par Joanna Macy, elle-même, en Allemagne. Cette femme de 81 ans m'a séduite par la clarté de son discours, son humour et sa sagesse, son engagement et son amour de la vie. Petit à petit, j'ai découvert les fondements théoriques de son travail, fortement inspiré par ses recherches sur la théorie des systèmes, par sa pratique bouddhiste et par ses activités de militante pour les droits humains et les droits de la Terre.

La méthodologie de travail en groupe qu'elle propose repose sur un cheminement en 4 étapes, qu'elle nomme « *la spirale* », véritable fil conducteur des ateliers du *Travail qui relie* (voir la photo ci-dessous).



A chaque atelier, qu'il soit de quelques heures ou de quelques jours, j'ai senti que vivre régulièrement cette spirale me permettait d'aller plus profondément en moi, réveiller des cellules endormies de mon corps, entrouvrir des zones d'ombre ou de lumière dans mon cœur et éclairer ma conception de la vie de nouvelles compréhensions. Mais qu'en même temps, elle suscitait un mouvement d'ouverture aux autres et au monde, réunissant la spiritualité et l'action dans une même cohérence, me donnant une perspective de « temps profond », celui de cette longue lignée d'ancêtres inspirés et engagés pour soutenir la vie ; me rendant ainsi plus responsable, « able to respond », capable d'agir.

Depuis notre toute première expérience, plusieurs personnes se sont formées à l'animation du Travail qui Relie en Belgique francophone, et l'intègrent à leur travail de sensibilisation. Ayant rencontré une complicité joyeuse et créative avec Helena ter Ellen et Gauthier Chapelle, nous proposons depuis un peu plus d'un an des ateliers de trois ou quatre jours. Ce qui nous tient à cœur quand nous animons, c'est de créer les conditions pour que la spirale se déroule dans la fluidité et la profondeur, respectant à la fois la dynamique propre au groupe et la vérité de chacun. Nous ne sommes ni enseignants, ni thérapeutes, ni guides mais plutôt « des inviteurs à se relier en cercle »… puisque c'est la forme que prend souvent le groupe.

Participer à un atelier du *Travail qui relie*, c'est venir chercher pour l'un un ressourcement, pour l'autre une impulsion d'action, pour un troisième un espace d'expression de ses détresses, mais c'est surtout apporter chacun une présence joyeuse et une parole authentique pour activer un de ces nombreux points d'acupuncture qui, par le monde, cherchent à guérir notre relation à la Terre. »

Corinne Mommen

« La vision du monde qui émerge à présent, si nous sommes suffisamment audacieux pour expérimenter ses implications, nous permet de contempler d'une nouvelle manière la toile de la vie dans laquelle nous existons. Elle nous ouvre à l'immense intelligence des pouvoirs auto-organisateurs de la vie qui nous ont fait émerger des gaz interstellaires et des mers primordiales. Elle nous offre une identité plus vaste dans laquelle nous pouvons nous immerger et où nous pouvons transcender nos peurs identifiées à notre seul ego. Elle nous permet d'honorer notre douleur pour le monde, de l'utiliser comme une porte d'entrée pour participer à l'auto-guérison de la planète. »

Joanna Macy – Ecopsychologie pratique et rituels pour la Terre – Ed. Le Souffle d'Or – 2008
www.joannamacy.net

Travail qui relie et Transition

Depuis cette année, le Travail qui Relie constitue le fil conducteur des week-ends de formation sur les Villes en Transition organisés par les Amis de la Terre. Helena ter Ellen et Corinne Mommen y animeront plusieurs sessions.

En outre, elles proposent en co-animation avec Gauthier Chapelle, des ateliers de 3 ou 4 jours aux mois de juillet et octobre prochains.

Pour tout renseignement concernant le travail qui relie :
travailquirelie@yahoo.com ou 02/538.25.23 ou 0498/57.13.62

Pour tout renseignement concernant la « Transition » :
veronika@amisdelaterre.be ou robin@amisdelaterre.be - 081/39.06.39

Liège : Semer pour un monde meilleur... sans nucléaire !

C´est sous le soleil et au gré du vent qu´une dizaine d´Amis de la Terre germanophones, bruxellois et wallons se sont réunis ce samedi 7 mai, au verger conservatoire et de transition de Soumagne[1] pour semer les graines d´un avenir sans nucléaire.

Suites aux différentes commémorations du 25e anniversaire de l'accident nucléaire de Tchernobyl telles que le grand rassemblement du 9 avril à Namur (*voir p. 23*) et la manifestation du 24 avril à Bruxelles, nous, Amis de la Terre de la locale « la Porte des Fagnes » avons souhaité réunir quelques communautés linguistiques de Belgique pour nous tourner vers l'avenir en semant ensemble des graines de fleurs et de plantes sauvages.

Ces graines sont le symbole de notre volonté de préparer la sortie définitive et rapide du nucléaire. Elles invitent la vie à se développer.

Cette action accomplie, notre petit groupe s´est réuni pour échanger les avis des différentes communautés belges des Amis de la Terre sur ce sujet. Cet échange a commencé avec la lecture, par notre président Ezio Gandin, d'une lettre écrite par nos amis japonais. Ces derniers, comme vous le savez tous, subissent aujourd'hui l'une des plus grandes catastrophes industrielles de l'Histoire… Sur base de ces faits, le Japon fait appel à la communauté internationale pour tirer les leçons de ce tragique évènement, c'est-à-dire tendre vers un monde sans nucléaire.

Après la lecture de cette lettre, tous assis dans l'herbe, Nico Halmes, représentant des Amis de la Terre germanophones du groupe « Die Raupe », a proposé de continuer les actions au niveau international car beaucoup de centrales sont implantées à la limite des frontières. La discussion s'est ensuite prolongée autour du texte rédigé par Daniel Comblin relatif à l'avenir énergétique de la Belgique[2]. Enfin, en parallèle à celui-ci, Nico Halmes nous a informés que l'Allemagne passe à l'action et décide d'accélérer le processus de sortie du nucléaire.

En conclusion à cette discussion, les avis sont unanimes : il faut agir ensemble pour atteindre cet objectif commun. La sortie du nucléaire est possible à condition de stimuler le développement de projets à base d'énergies renouvelables et de favoriser un mode de vie nettement moins gaspilleur de ressources énergétiques[3].

A l'image des graines semées samedi 7 mai, cultivons notre avenir…

Cathy Kuppens & Christian Saule,
Locale de La Porte des Fagnes

(1) Le lieu choisi pour cette commémoration de la catastrophe de Tchernobyl n'est pas le « fruit » du hasard. Ce verger témoigne concrètement de la capacité assidue et durable de citoyens motivés. Initié il y a 3 ans sur un terrain de plusieurs hectares concédé par INFRABEL, ce verger conservatoire (retour de variétés fruitières locales du pays de Herve) a évolué en un grand projet précurseur de transition vers un monde plus solidaire et reposant d'abord sur les ressources locales. Une zone mellifère complète ce projet depuis cette année.

(2) Voir pages 4 à 6 du présent SaluTerre 112 : les Amis de la Terre ont édité, avec trois autres associations, une étude menée par Daniel Comblin : « L'avenir énergétique : la Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre », avril 2011.

Une locale à Mons !

Désirant prendre une part active dans le paysage associatif montois, cette locale a pour objectif de mettre en avant les thématiques chères aux Amis de la Terre à savoir :

- la gestion durable de l'eau
- la sauvegarde de la biodiversité
- les économies d'énergie et le changement climatique
- la décroissance soutenable et la simplicité volontaire
- l'alimentation et les sociétés solidaires
- les quartiers, villes et communes en transition

Cela se fera par l'organisation d'activités et d'actions de sensibilisation / conviviales / de terrain dans une optique d'éducation permanente à visée écologique et solidaire.

Pour ce faire, le groupe local a besoin de forces vives, prêtes à s'engager de manière POSITIVE dans la promotion de ces idées.

Nous faisons donc appel à vous, à votre engagement (si minime soit-il), à vos idées et à vos suggestions afin de faire de cette locale une association vivante et riche de rencontres multiples.

Pour toute information complémentaire sur les futures activités et les possibilités d'implication dans cette nouvelle locale, vous pouvez nous joindre par téléphone 065/36.00.86 (Alain Carpiaux) ou au 0477/26.29.11 (Pierre Léger).

Convaincus que le projet vous intéressera et espérant vous compter bientôt parmi nous,

Pour la Locale montoise des AT,

Pierre Léger
Alain Carpiaux

Namur : Action anti-nucléaire du 9 avril

Il y a 5 ans, notre association avait organisé une marche anti-nucléaire entre les centrales de Tihange et de Doel en collaboration avec les Amis de la Terre néerlandophones. Cette action, nous redonnant confiance en nos capacités, avait marqué le début de notre engagement dans le renouveau de notre association.

Cette année aussi, la régionale de Namur avait décidé de ne pas laisser passer le triste anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986) sans marquer le coup. Pour cela, on a décidé de faire les choses en grand : importante campagne publicitaire, distribution de plus de 3000 invitations sur les pare-brises de voitures, infos via les autres associations, etc.

Le retour fut prometteur : de nombreuses personnes extérieures aux AT promettent leur aide et de nombreux sites internet relaient l'action. La ville de Namur accorde très facilement les autorisations nécessaires et nous avons rapidement le soutien des forces de la police locale.

Quelques bonnes surprises émaillent aussi la préparation : la banderole de 4 x 3 m nous est offerte par un sponsor, nous disposons de salopettes blanches au logo des AT, notre Mac Gyver nous fabrique un super gong au logo nucléaire et la locale écolo nous prête son autruche géante.

Dès 7h00 de ce matin du 09 avril, le montage commence ! A 9h00, nos 30 bénévoles (en salopettes et avec 4 joueurs de cornemuse) se lancent à l'assaut du marché local afin de sensibiliser la population et distribuer des tracts, l'invitant à nous rejoindre à 11h30 pour la commémoration. Pendant ce temps, les tambours de Plomcot (percussion sur tonneaux) créent l'ambiance au square Léopold.

Devant le public rassemblé dans le parc, une étudiante japonaise prend la parole, nous marquons ainsi lors de cette commémoration notre soutien à la population de Fukushima.

Notre président Ezio Gandin ainsi que Christian Steffens poursuivent en exposant notre point de vue sur le nucléaire. Enfin, les 25 coups de gong au milieu des fumigènes multicolores [1] constituent le moment fort de l'action qui se poursuit alors encore au son des tambours pour se terminer vers 12h45 autour d'un verre et sous un soleil resplendissant.

Que penser de cette action ?

L'accident de Fukushima, quelques semaines auparavant, laissait présager une mobilisation importante de la population. En tout, nous aurons eu un maximum de 200 personnes face au podium de l'événement et ce, y compris quelques personnalités politiques locales. La présence du marché local et l'organisation de manifestations folkloriques importantes avaient drainé vers Namur des milliers de personnes, ce jour-là, mais n'auront pas suffi à en faire un succès populaire. Beaucoup d'entre elles sont passées devant l'action sans même y accorder un instant et ce, malgré la mise en scène et la musique.

Certains bénévoles sont revenus « secoués » de leur périple sur le marché local : les remarques nombreuses et parfois désobligeantes des passants n'ont pas été bien acceptées par ceux qui n'avaient pas l'habitude d'être confrontés à cette opposition directe. Le peu de temps disponible pour réagir ne leur aura pas permis de répondre aux arguments souvent « légers » qui leur étaient avancés (retour à la bougie, etc.), ce qui nous fait penser qu'un minimum de préparation et de mise en garde serait fort utile pour préparer les bénévoles à ce genre de situation.

Pour «compenser » un peu la déception en terme de participation, nous avons heureusement pu compter sur un large retour des médias : journal TV (RTL et RTBF), TV locale, nombreux retours dans les journaux.

Je continue à penser que cette action fut, grâce à l'investissement de nos bénévoles, une réussite, mais j'avoue en être sorti « tétanisé » par l'époustouflante indifférence du grand public face au problème nucléaire et ce, malgré l'actualité récente.

De nombreuses personnes affirment encore penser qu'il n'est pas possible aujourd'hui de se passer du nucléaire. Dans ce domaine, le manque d'information est total et la crainte de manquer annule toutes les autres considérations. Lorsque l'avenir et le monde que nous allons laisser à nos enfants est évoqué, la conversation est systématiquement déviée et il est évident que c'est la vision du futur à (très) court terme qui reste la préoccupation majeure.

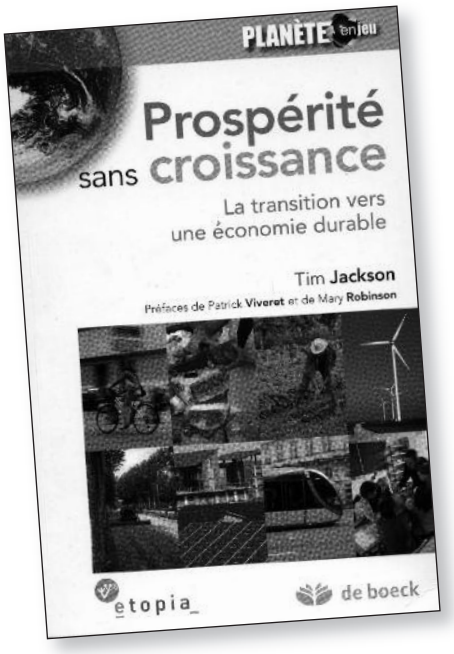
Si nous souhaitons préserver un minimum d'efficacité à nos actions, peut-être nous faudra t-il analyser et revoir la manière de les organiser parce qu'il me semble de plus en plus évident que la population se ferme de plus en plus à tout message alarmant quel qu'il soit ; c'est aussi valable dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique…

Grand coup de chapeau aux bénévoles namurois mais aussi à tous ceux qui sont venus de loin pour participer à nos côtés avec une mention toute spéciale pour la locale de la Porte des Fagnes qui nous avait envoyé une délégation motivée !

Marcel Guillaume, régionale de Namur

(1) Voir en couverture de ce SaluTerre 112

La prospérité sans croissance, selon Tim Jackson



Dans cet ouvrage, Tim JACKSON propose une réflexion économique, politique et sociale sur une transition du fonctionnement de notre société qui serait basée sur la prospérité. Il peut nous aider à **expliquer et convaincre** que la pratique de la Simplicité Volontaire n'est pas une démarche de rêveurs idéalistes. On ne trouve pas facilement de réponse simple à la question qui préoccupe beaucoup d'entre nous : y a-t-il un **modèle macroéconomique**[1] valable qui tienne compte d'une croissance économique nulle et d'une Simplicité Volontaire autre que marginale ? Sans donner dans le panneau des développements mathématiques dont se gargarisent beaucoup d' économistes actuels, Tim JACKSON présente un modèle macroéconomique qui est valable scientifiquement.

La prospérité doit être déconnectée de l'opulence et de la consommation matérielle : « une **société prospère** ne peut se concevoir que comme une société au sein de laquelle la population dispose partout de la capabilité de s'épanouir sur certains modes élémentaires. (p. 59). « Capabilité » est différent de « capacité ». Une personne peut être capable de conduire mais n'en a pas la capabilté car elle n'a pas de véhicule. Ce concept, il le trouve chez Amartya Sen[2]. Les modes élémentaires sont les « capabilités humaines centrales » qui, pour Martha Nussbaum[3], incluent la vie, la santé et l'intégrité corporelle. Tout un chacun doit avoir la possibilité de concevoir une vie bonne, de vivre avec et tourné vers les autres, d'avoir prise sur sa vie et de contrôler sa manière de vivre. La prospérité va à l'encontre des excès de consommation, de productivité du travail et de possession de biens matériels.

Parler de prospérité sans croissance permet à Tim JACKSON **d'éviter les pièges des affirmations simplistes** qu'on utilise pour stigmatiser les travers de la société occidentale. Plutôt que d'encourager au changement, ces affirmations simplistes laissent plutôt sceptiques. Partant des théories macroéconomiques classiques, il propose un **modèle d'économie durable** basé sur une théorie macroéconomique écologique. Le rôle d'un État moins schizophrène y sera important car c'est lui qui oriente la logique sociale, la politique du temps de travail et des temps de loisirs ; il pourra favoriser l'épanouissement et pas le consumérisme dont il faut démonter les mécanismes pervers.

L'intérêt majeur de cet ouvrage est, me semble-t-il, de bien laisser percevoir que la prospérité a des composantes économiques, sociales et politiques. Il veille à ne pas les dissocier lorsqu'il propose des orientations plus globales.

Une préoccupation importante de **ceux qui craignent le changement** est que la transition vers une économie durable pourrait entrainer le chaos à savoir : conflits sociaux, instabilité financière, exodes massifs, etc. Tim JACKSON rappelle tout d'abord que c'est le système actuel qui a provoqué un chaos qui n'a pu être évité que grâce à des sacrifices consentis par ceux qui n'en étaient pas responsables. Pour éviter le chaos, il insiste pour que la transition se fasse à partir de décisions démocratiques.

Ces décisions doivent être relatives à :

- la fixation de limites d'exploitation des ressources et de rejets dans l'environnement,
- la réparation du modèle économique actuel,
- la politique du temps de travail réduit en faveur de l'amélioration de la santé, de la participation de la vie en société tout en garantissant des moyens de subsistance décents.

Jean REILAND

Une critique de la réflexion de Tim JACKSON est disponible sur le site de Christian AMSPERGER : www.transitioneconomique.blogspot.com et dans la revue du MOC « Démocratie » de juillet 2010 : Découpler prospérité et croissance (Edgar SZOC)

(1) La macroéconomie s'intéresse au fonctionnement d'ensemble de l'économie : monnaie, finances publiques, emploi, importations, exportations,etc.

(2) Amartya Sen, Inequality Reexamined, Claredon Press, 1992.

(3) Martha Nussbaum, Frontiers of Justice, Cambridge University Press, 2006.

Vous avez lu cet ouvrage, ou un autre ouvrage en rapport avec les thématiques traitées par les Amis de la Terre ?
N'hésitez pas à nous partager votre avis, votre critique, nous la publierons dans cette rubrique « lu pour vous »

Prochaines activités

Namur

WE de la Simplicité Volontaire
Samedi 9 et dimanche 10 juillet

Dans le cadre prestigieux de l'Abbaye de Maredret et en collaboration avec l'ASBL des Amis de l'Abbaye et des sœurs qui occupent encore les lieux, nous proposons deux journées de rencontre sur le thème de la SV

Lieu : Abbaye de Maredret

PAF : Non communiqué

Contact : Marcel G. (0476/779815 ou namur@amisdelaterre.be)

Découverte nature
Dimanche 24 juillet à 9h00

Excursion nature dans le superbe paysage bocager de Vonêche. Trajet assez long (3 heures) et un peu dénivelé à la découverte de la flore et de la faune locale. Les deux espèces de pie-grièche y sont présentes. Co-voiturage possible au départ de Vedrin ou Namur. Se munir de jumelles.

Lieu : 5570 Vonêche, Eglise de Vonêche

Contact : M. Guillaume 0476/779815 ou namur@amisdelaterre.be

Visite de la Ferme Arc-en-Ciel, une ferme ouverte à échelle humaine
Dimanche 28 août

"Un pays sans paysan n'est pas un pays" (Claude Nougaro)

Venez voir, écouter, sentir, goûter… les légumes, les fleurs et les fruits de nos jardins sauvages et cultivés. Ne vous attendez pas à trouver des jardins bien nettoyés et ordonnés ! Nous voulons cultiver les légumes en harmonie avec les plantes sauvages. Le tout, bien sûr, est de trouver l'équilibre entre les deux ; le bon départ des uns (introduits par les jardiniers) avant le développement des autres (naturelles et parfois très envahissantes...). Il est temps de poser un regard différent sur la nature, le sauvage associé au cultivé. L'humain doit (re)prendre la place qu'il n'aurait jamais dû quitter, au lieu de soliloquer. Il fait partie d'un tout, au même titre que tous les êtres vivants, ni plus, ni moins. Humain, humus, humilité...

Si vous voulez donc (re)découvrir une autre façon de cultiver, naturellement productive, en dépassant la mauvaise habitude de notre éducation du jardin tout propre, rendez-vous donc le dimanche 28 août à la ferme Arc-en-Ciel. Parce que le soleil et la pluie, c'est la vie ! Nous tendons vers l'aboutissement d'une permaculture ou agriculture permanente adaptée à nos contrées, viable. Des paniers de légumes de saison depuis 1993 avec des consom'acteurs engagés, et depuis 2006 avec des « Groupements d'Achat, Solidaires de l'Agriculture Paysanne» (GASAP). La ferme Arc-en-ciel c'est aussi : un nouveau bâtiment super écologique construit selon un brevet autrichien (système Thoma 100 % bois), une habitation écologique (chauffe-eau solaire, chaudière à bois haute température), la récupération des eaux de pluie, l'épuration des eaux usées par lagunage,…

Horaires : explications du projet et visites guidées à 10h30 et à 14h30

Lieu : 126, les Hayettes - 6920 Wellin

Contact : Tél. : 084/38 96 67 - Fax : 084/46 82 54 - www.fermearcenciel.be

Liège

Le grand silence de nos abeilles
Mardi 5 juillet à 20h00

Vous voulez en savoir plus sur les abeilles, les actions que vous pouvez mener pour leur venir en aide ? Venez rencontrer des apiculteurs autour d'une dégustation et d'un verre de l'amitié.

Lieu : 4850 Plombières, salle du conseil communal, place du 3e millénaire

Contact : Laetitia Timmermans - 087/78.91.32

Journée de la pomme
Dimanche 30 octobre

Annonçons d'ores et déjà la traditionnelle journée de la pomme au Pays de Herve.

Contact : Didier Brick - 04/375.09.88 - liege@amisdelaterre.be

Fédéral

Esperanzah!
5, 6 et 7 août

Nous serons présents à Espéranzah pour tenter d'y accrocher les jeunes par des animations et des démarches interactives. Amateurs de musique du monde, venez nous rejoindre !

Contact : Robin - 081/39.06.39 ou robin@amisdelaterre.be

Valériane Namur
2,3 et 4 septembre

Nous serons présents à Valériane (dont le thème est l'abeille cette année), avec un stand axé sur les prairies fleuries. Rejoignez-nous pour nous donner un coup de main, ou simplement nous dire bonjour !

Contact : Astrid - 081/39.06.39 ou astrid@amisdelaterre.be

W-E Transition
Samedi 22 et dimanche 23 octobre

Suite à la liste d'attente que nous avons dû établir et au succès rencontré lors du week-end « Transition » fin mai, nous remettrons le couvert en octobre.

Contact : Veronika - 081/39.06.39 ou veronika@amisdelaterre.be

W-E Interrégional
Samedi 5 et dimanche 6 novembre

Bloquez dès à présent le week-end du 5 et 6 novembre pour le week-end interrégional ! Plus d'informations dans le prochain SaluTerreLiens, fin août.

Contact : Geneviève - 081/39.06.39 ou genevieve@amisdelaterre.be

Hainaut

La biodiversité en photos
Samedi 17 septembre de 14 à 16h

Encadré par un photographe professionnel et un dendrologue, portez un œil poétique sur l'arboretum du parc de Jemappes. Menez une réflexion photographique sur un patrimoine important de la ville de Mons.

Lieu : 7012 – Jemappes (Mons)

P.A.F. : à préciser

Contact : Alain Carpiaux - 065 33 74 98 ou alain.carpiaux@gmail.com

Malgré les vacances, un agenda plus complet et mis à jour sur notre site **www.amisdelaterre.be**

Résultats d'enquête : Simplicité Volontaire

Cette analyse est le résultat d'une interprétation personnelle des données récoltées via un questionnaire diffusé sur le site www.amisdelaterre.be et auprès des groupes de SV. Vous avez été 118 à répondre, membres et non-membres des Amis de la Terre ou d'un groupe de simplicité volontaire et nous tenons ici à vous en remercier.

La participation des femmes est légèrement plus importante que celle des hommes et la tranche d'âge majoritaire se situe entre 31 et 50 ans. Les données qui vont suivre ne constituent pas une réalité exhaustive par rapport à la simplicité volontaire, au contraire, c'est un petit bout du chemin vers cette simplicité que je vous propose de partager ici[1]. Le questionnaire était différent selon que l'on ai ou non participé à un groupe de SV.

Les personnes n'ayant jamais participé à un groupe de SV représentent 73 % des répondants à l'enquête. Parmi eux, il y a un nombre presque identique de membres des AT et de non-membres. 62 % de ces personnes estiment qu'il existe un lien favorable entre la SV (désencombrement matériel, ralentissement de son rythme de vie et favoriser les liens plutôt que les biens) et le « mieux vivre » : « *Parce que le dépouillement du superficiel permet d'accéder à l'Essentiel. Le trop nuit en toute chose…* » ou « *En partie (d'accord avec les valeurs de la SV). Oui car il est évident que nous consommons trop et possédons trop de matériel inutile. Non, lorsque cela va à l'encontre des règles d'hygiène élémentaires* » ou encore « *Oui mais à quel prix ? Je ne suis guère aisée mais très intéressée. J'ai parfois l'impression qu'il faut avoir les moyens. J'ai besoin d'une certaine qualité de vie mais les moyens financiers me manquent* ». Ce qui constituent les principaux freins à cette démarche de simplification : le manque de temps pour changer ses habitudes, l'entourage (famille, conjoint) réfractaire au changement, l'argent (ex : les engagements dans le remboursement de prêts, le train de vie, la société qui pousse à consommer), le sentiment d'être seul(e) dans cette démarche, le caractère « sectaire » de la démarche. Il n'est pas indispensable de faire partie d'un groupe de SV pour vivre plus simplement : en parler autour de soi, montrer l'exemple, écrire des articles, sensibiliser les enfants et le grand public, partager des savoir-faire, s'impliquer dans des actions communautaires (GAC, SEL, etc.), diffuser par internet et autres médias les informations sur cette autre façon de vivre, à contre-courant de l'idéologie de consommation qui domine actuellement notre époque.

Les personnes ayant participé ou participant toujours à un groupe de SV représentent 27 % des répondants[2]. 53 % de ces personnes connaissent la SV suite à une conférence ; les amis et les articles peuvent amener aussi une réflexion sur le sujet et l'envie de commencer une démarche dans ce sens. La durée de vie des groupes varient de quelques mois à 5 ans. Certains de ces groupes semblent fonctionner très bien en s'ouvrant vers des activités plus pratiques (marche, échange de savoir-faire, rencontres amicales, etc.) alors que d'autres semblent être en demande d'un approfondissement des relations de façon plus spirituelle. L'expérience est en générale positive car elle permet à chacun de s'exprimer sur sa façon de vivre plus simplement à notre époque, et cela dans une attitude de non-jugement soutenue par le groupe. Voici quelques idées pour « améliorer » la qualité des échanges des groupes de SV : « *(…) aller visiter un autre groupe, afin de rencontrer d'autres groupes, modes de fonctionnements et sujets. Voir même de les seconder ou à l'inverse collaborer. Ceci avec leur accord, bien entendu* » ou « *on pourrait favoriser la préparation personnelle de la thématique de la soirée, par exemple, en donnant un petit cahier qui aide, soutienne, stimule cette préparation, tout en rassemblant toutes les notes personnelles* ».

Les Amis de la Terre peuvent encore améliorer le soutien dans cette démarche de simplification de la vie de diverses façons : en développant des ateliers pratiques d'échange, en mettant à disposition gratuitement des films, des livres[3], en impliquant des formateurs dans les groupes SV pour leur permettre d'ouvrir de nouvelles portes… mais aussi en rendant public des témoignages de personnes vivant plus simplement, en réalisant des actions médiatiques vers le grand public sur cette « autre façon de vivre », en développant des réseaux de SV à travers le territoire ou encore en proposant de prolonger sa démarche personnelle dans une initiative de Transition. Les idées sont nombreuses et il faudra de nombreuses personnes pour les soutenir… Les Amis de la Terre existent grâce aux bénévoles qui soutiennent, proposent et participent aux actions, conférences, échanges ; merci à eux pour leur énergie.

Rejoignez-nous !

Geneviève Adam, permanente

(1) La version complète de l'enquête (30 pages) est disponible sur simple demande.

(2) Plus d'informations sur la SV ou sur la transition en prenant contact avec nous.

(3) Les bureaux des Amis de la Terre à Mundo-Namur sont dotés d'une petite bibliothèque sur la Transition (livres et DVD).

Prochaine enquête : la gestion de l'eau

Merci d'avance pour votre participation !

L'eau douce facilement potabilisable est une ressource rare et essentielle sur notre Terre : elle est déjà, dans beaucoup de parties du monde, à l'origine de tensions, voire de conflits armés.

Nous nous opposons à la marchandisation de l'eau qui n'a comme objectif que de favoriser quelques grandes multinationales. Nous soutenons toutes les mesures techniques ou politiques visant l'autodétermination et l'autosuffisance afin de garantir partout un accès équitable aux réserves d'eau. Nous préconisons au niveau individuel l'utilisation de l'eau de pluie pour tous les usages et dans toutes les habitations où cela est possible. De même, nous soutenons la diffusion des toilettes sèches qui permettent, d'une part, de rendre à la terre sous forme de compost ce qui en est issu, et d'autre part de simplifier fortement la gestion des eaux usées.

Travaillant depuis des années sur le thème de l'eau, les Amis de la Terre en sont venus à considérer cette problématique d'une manière globale (de l'approvisionnement à l'épuration) et à avancer des propositions qui remettent en cause les politiques menées par la Région wallonne, en particulier la politique d'épuration et son mode de financement.

La récupération et la valorisation de l'eau de pluie (y compris pour des usages domestiques et alimentaires) ainsi que la promotion de l'épuration individuelle sont des axes importants de notre démarche.

Répondre à notre enquête ?

Remplissez le questionnaire sur notre site www.amisdelaterre.be (cette option est fortement encouragée afin de diminuer notre travail d'encodage !).

Si vous n'avez pas internet chez vous, ou que vous en limitez l'utilisation, vous pouvez obtenir une version papier en faisant la demande à la permanence téléphonique tous les jours de 9 à 12 h au 081/39.06.39.

Date limite : 1er août 2011.

Ce questionnaire n'est pas nominatif mais vous pouvez y indiquer vos coordonnées si vous le souhaitez. Les résultats de cette enquête sont importants car ils nous permettront d'améliorer notre mission d'éducation permanente pour la thématique « eau ». Compte-rendu dans le premier numéro du SaluTerreLiens du mois de septembre.

Historique des Amis de la Terre : appel aux « vétérans »

L'association Les Amis de la Terre Belgique a été fondée en mars 1976. Depuis lors, bien de l'eau a coulé sous les ponts. Or 35 ans plus tard, certains découvrent parfois des documents fondateurs de l'association avec émotion tant leur message semble actuel. Manquant de moyens et désirant peut-être oublier certains épisodes passés douloureux, les ATB ne se sont jamais penchés sur leur histoire et n'ont pas conservé toutes leurs archives (ce qu'il en reste a été confié à l'asbl Etopia d'Ecolo). Jean-Philippe Body (co-responsable de la locale de l'Eau d'Heure) et Paul De Neyer (Bruxelles), historiens de formation, viennent de commencer une recherche historique sur les origines des ATB. Ils collectent des témoignages des fondateurs de l'association et des documents susceptibles de permettre l'écriture d'une histoire de l'association. Tout membre qui aurait un témoignage, des photographies ou des publications originales à ce sujet est invité à contacter un des deux chercheurs. Les lecteurs du SaluTerre seront tenus au courant de leurs « découvertes » par une rubrique que l'on espère périodique.

Jean-Philippe Body
071 64 41 82
jeanphilippe.body@skynet.be

Paul De Neyer
02 770 93 57
pauldeneyer@gmail.com

Comment nous soutenir ?

Nouveau montant déductible à partir de 2011 : **40 €**

Je deviens membre : Je verse 25,00 € sur le compte des Amis de la Terre asbl avec la mention « cotisation 2011 + nom et prénom ». Je reçois gratuitement les nouvelles revues éditées par les AT, et j'ai droit à une réduction ou à la gratuité lors des activités proposées partout en Belgique. Tout versement supplémentaire, bienvenu, sera considéré comme un don à l'association.

J'effectue un don : Je verse une somme sur le compte des Amis de la Terre asbl (coordonnées ci-dessous) avec la mention « DON 2011 ». **A partir de 2011**, tout don **égal ou supérieur à 40 €** (le cumul annuel est fait automatiquement) est **déductible fiscalement**. L'attestation fiscale est envoyée automatiquement au début de l'année suivante. Si **j'effectue déjà des dons** par ordre permanent mensuel et que je souhaite recevoir pour 2011 cette attestation, je vais ajuster mon versement mensuel à **3,34 € par mois**.

Compte TRIODOS : IBAN BE65.5230.8002.7196 • BIC TRIOBEBB **Merci pour votre soutien !** *Eliane DERREUX, trésorière*

Bonnes vacances !